



Bureau de dépôt -
Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

L'ESPERLUETTE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 99 - JANVIER-FÉVRIER-MARS 2019



(G)RÊVES SOUS LE CAPITALISME

Le Musée du capitalisme à Arlon: en route pour les alternatives

Projet de mémoire orale avec l'outil «récit de vie»

Nouvelle présidente au Moc

Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

L'Éducation permanente est notre quotidien la formation notre spécialité.

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43
Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Virginie DELVAUX, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Marie-Frédérique LORANT, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Faiza Cherfi, Virginie Delvaux, Jeanine Depasse, Véronique Herman, France Huart, Florence Loriaux, Zoé Maus, Isabelle Paquay, Maud Van Braekel, Jennifer Van Driessche, Marie Verhoeven

PHOTOS «REPORTAGE Et» : Eric VAN TIL

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE PAR DCL PRINTERS

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25 – Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITRICE RESPONSABLE : Virginie DELVAUX – Chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



Reportage &

ÉDITORIAL

« Maman, c'est quoi la grève ? » 3

ANALYSE

Faire grève aujourd'hui: les leçons des mouvements sociaux du passé..... 4

Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête: retour sur les grèves féministes 6

La mobilisation pour le climat: l'école à l'école des jeunes?... 8

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Rencontre avec la nouvelle présidente du Moc..... 11

Porter haut l'appel pour des vêtements « clean » !..... 12

« Si vous ne venez pas, on jette tout! »..... 13

Racisme: un outil pour comprendre et agir 14

Le mouvement social face à l'urgence écologique 14

VIE DE L'ISCO

Projet de mémoire orale avec l'outil « récit de vie » 16

EN RÉGIONS

Le Musée du capitalisme à Arlon: en route pour les alternatives 18

Emploi, activation, santé mentale: l'impossible conciliation . 21

Démocratie participative: mise à mal ou déclin annoncé? 21

Projet Y en Hainaut Picardie..... 21

EN BREF

(Re)politiser l'écologie, un champ de bataille !..... 22

L'associatif, ferment de la démocratie ? 22

Liberté, égalité, s'associer..... 22

Relire *Les Cahiers du GRIF*..... 23

AGENDA

23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Pratiquer le récit de vie en Éducation permanente

Virginie DELVAUX ♦ directrice du CIEP communautaire

« Maman, c'est quoi la grève ? »

- É.** : À l'école, j'ai entendu des grands dire qu'ils faisaient la grève de l'école pour le climat.
- V.** : En fait, Éthel, la grève, c'est une action collective qui cherche à priver l'entreprise (ou tout autre organisation) de ses forces de travail en cessant les activités en cours et qui cherche à rendre visible l'enjeu du conflit, du désaccord pour le dire autrement.
- É.** : Mais pourquoi font-ils cela ? Tu dis toujours que c'est mieux de se parler alors pourquoi tout bloquer ?
- V.** : Justement, la grève c'est quand on a déjà beaucoup discuté ou qu'on ne se sent pas du tout respectés.
- É.** : Alors, ils ont raison, mais... – pensive – pourtant, j'ai entendu des parents dans la cour de récréation le matin qui disaient que c'était trop facile de faire grève, que c'était normal que la vie ne soit pas toujours rose et que chacun devait faire des efforts et prendre sur lui.
- V.** : Tu sais, pour les personnes qui se mettent en grève c'est très dur. C'est à la fois un aveu d'échec et un effort important. C'est un échec car c'est ce qu'on entreprend quand tout a échoué avant (dialogue, négociation, propositions, ...) et puis c'est un sacré engagement car tu acceptes de ne pas recevoir une partie de ton salaire et tu t'exposes au regard des autres (tes responsables, tes collègues, tes ami.e.s). Il faut un sacré courage pour faire cela !
- É.** : Je vois... en fait, la grève c'est un peu comme aux échecs quand on t'a pris ta reine et presque tous tes pions importants et qu'il ne te reste plus qu'un coup à jouer. La grève, c'est le coup ultime !
- V.** : Si tu veux, sauf qu'aujourd'hui, chez nous, la grève c'est de plus en plus un jeu d'échecs où on te dit au départ que tu ne peux pas faire avancer ta reine aussi facilement car elle n'en a pas les moyens, que ton cavalier ne peut plus prendre les fous et que ce serait vraiment irresponsable dans le contexte actuel si tes pions cherchaient à attraper d'autres pions en diagonale.
- É.** : Ooh...
- V.** : Alors que la personne en face de toi, joue avec deux reines au pouvoir complet !
- É.** : Mais c'est pas juste !
- V.** : Non, ce n'est pas juste. C'est pourquoi les syndicats dans les entreprises disent que dans ces conditions-là, si on ne respecte pas les règles fixées au départ, le jeu est bloqué. On ne sait plus continuer la partie. Les travailleur.euse.s se mettent en grève pour montrer que dans ce contexte-là tout le monde perd.
- É.** : La grève, c'est triste alors...
- V.** : Comme je te l'ai dit, la grève c'est beaucoup de déception en amont, c'est un peu une relation ratée mais la grève c'est aussi du coup beaucoup de solidarités entre celles et ceux qui se mobilisent. Parfois, les grèves durent longtemps et les personnes qui vivent ces moments-là y mettent beaucoup d'elles-mêmes, beaucoup d'émotions. Ça crée des histoires très fortes qui peuvent aussi donner de la joie et de la force.
- É.** : Oui, j'ai bien vu à l'école les grands ils étaient tout contents et excités d'aller marcher jeudi prochain tous ensemble. Ils chantaient des chansons et ont prévu de faire des dessins sur des panneaux.
- V.** : Oui et tu as raison de le rappeler il existe plein de sortes de grèves menées par des groupes spécifiques. Tu vois par exemple, moi, j'ai fait grève le 8 mars dernier.
- É.** : À ton travail ?
- V.** : Oui, entre autres, mais surtout pour montrer qu'aujourd'hui encore les femmes n'étaient pas traitées de la même manière que les hommes dans plein de domaines de la société.
- É.** : C'est comme à l'école, les garçons ils disent qu'on ne peut pas traverser la cour et jouer à touche-touche glace quand eux jouent au foot. C'est pas normal, la cour est à tout le monde. D'ailleurs, j'ai une idée, demain, avec les copines et les copains (parce que j'ai des copains qui adorent jouer à touche-touche glace), on va faire la grève de la cour de récré.

Suite au prochain épisode...

(G)RÈVES SOUS LE CAPITALISME

Florence Loriaux ♦ Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (Carhop asbl)

Faire grève aujourd'hui : les leçons des mouvements sociaux du passé

Définie en règle générale comme étant « la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles auxquelles l'employeur refuse de donner satisfaction », les travailleur.euse.s ont recours à la grève depuis la plus haute Antiquité. Ainsi en témoigne l'action d'artisans d'élite de Deir el-Medineh (Égypte) qui, chargés de la construction des tombeaux des pharaons sous le règne de Ramsès III, organisent un sit-in dans la vallée des Rois afin de réclamer le paiement des salaires en retard. Étudier l'histoire de la grève permet de caractériser son évolution comme un « événement marginal, répréhensible et réprimé » passé au statut « d'un fait social, autorisé et progressivement institutionnalisé » permettant la construction des droits sociaux.

Faire grève, c'est aussi faire preuve d'imagination sur la manière de l'organiser. La grève connaît ainsi des formes nombreuses et variées, répertoriées au sein de typologies mises en place avec le développement de l'instrument statistique au XIX^e siècle : on y distingue ainsi grève perlée, grève surprise, grève sauvage, grève tournante, grève du zèle, grève solidaire, grève limitée, grève illimitée, grève avec occupation, grève générale, grève internationale, lock-out, grève de la faim... pour ne citer que ces quelques exemples. Dans les formes les plus atypiques de grève, figure le système développé au Japon où les travailleur.euse.s, s'il.elle.s n'arrêtent pas le travail, portent un brassard en signe de contestation.

Le mouvement peut être limité (ou pas) dans le temps et dans l'espace et concerner un groupe social particulier ou une corporation dont les causes sont spécifiques. Inversement, une grève peut démarrer au plan local et avoir des effets à un niveau international dans l'émergence de droits sociaux comme ce fut le cas lors de la grève des femmes de la Fabrique nationale d'armes de Herstal de 1966 qui base la légitimation de la revendication « À travail égal, salaire égal » sur le Traité de Rome².

S'il se caractérise essentiellement comme étant la forme d'expression classique des conflits du travail, le terme « grève » est aussi utilisé pour désigner d'autres types de mouvements sociaux

et notamment ceux portant une revendication politique et qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques des grèves. Ainsi, au XIX^e siècle, les associations néo-malthusiennes proposent d'organiser « la grève des ventres » afin de limiter les naissances dans l'esprit de préserver les ressources terrestres, de lutter contre la misère et les famines, mais surtout afin de ne pas « produire de la chair à canon ». Les mêmes arguments sont repris aujourd'hui par des antinatalistes convaincu.e.s ou des adeptes de la décroissance, mais aussi par des étudiant.e.s qui participeront à une grève mondiale, le 15 mars 2019, en vue de dénoncer l'inaction politique en matière d'environnement.

Alors que le terme « grève » traduit l'idée d'un conflit latent entre deux acteur.rice.s sociaux.ales, la « manifestation » se définit plutôt comme un soutien à une cause. C'est sans doute pourquoi, on va préférer utiliser le mot grève pour désigner ce qui somme toute ressemble à une manifestation. L'exemple des jeunes étudiant.e.s marchant pour le climat tous les jeudis est assez significatif de cette nouvelle utilisation du terme: il.elle.s dénoncent un

« Faire grève c'est aussi faire preuve d'imagination sur la manière de l'organiser. »

système, une situation politique, sans pour autant être en grève contre le système scolaire qui soutient leur démarche dans la perspective d'un apprentissage citoyen³.

En revanche, dans certains cas, le mot « grève » sera évité en raison de sa connotation conflictuelle. C'est le cas en 1975 lorsque les femmes islandaises lançant un mouvement de revendication d'arrêt du travail et des tâches ménagères, vont préfé-



Reportage &

rer désigner leur action par l'expression « Jour sans » ! Idée qui sera d'ailleurs reprise le 8 mars 2019 à l'occasion de la grève des femmes en Belgique, initiée par le Collectif.e.f 8 maars qui revendique pleinement le statut de grève⁴.

Pour le sociologue français Guy Groux, « la manifestation n'est plus forcément un prolongement de la grève comme cela pouvait se passer dans les années soixante-dix. Elle est devenue un substitut à la grève, notamment dans le secteur privé où les gens font de moins en moins grève, mais aussi dans le secteur public. Par contre, lorsqu'il y a de grands mouvements sociaux comme en 1995, 2003, 2009, 2010, les salariés manifestent massivement. (...) il faut dire enfin que la grève paie de moins en moins. À partir de là, les gens préfèrent se soumettre au raisonnement suivant : « Pourquoi prendre des risques pour faire grève, sachant que la grève ne m'apportera rien ? ». Du coup, les salariés préfèrent recourir à d'autres modes de mobilisation, comme la manifestation qui apparaît plus efficace pour toucher l'opinion, et par là pour toucher les pouvoirs publics. »⁵

En effet, depuis les années 1960-1970, émergent de nouveaux mouvements contestataires (féminisme, écologie, régionalisme, mouvement étudiant, consumérisme...) se distinguant du mouvement ouvrier et du syndicalisme traditionnel par leur caractère moins institutionnalisé et par de nouveaux modes d'action. Ils ne s'inscrivent pas dans la recherche du pouvoir mais portent la revendication d'une plus grande participation démocratique et contribuent aux changements sociétaux en termes de valeurs, de mœurs ou de normes.

Aujourd'hui, à travers le monde, on assiste au renouveau de ces mouvements auxquels des milliers de citoyen.ne.s s'identifient. Descendre dans la rue afin d'interpeller les pouvoirs politiques et économiques sur des revendications diverses et variées est une forme de participation politique pleinement utilisée. En dehors des cadres classiques organisationnels, sans leader déclaré et en organisant les rassemblements via les réseaux sociaux, ces mouvements représentent une nouvelle expression de la démocratie. La grève des épiciers yéménites à New York en février 2017 contre la politique migratoire de Donald Trump ; les femmes espagnoles

revendiquant leurs droits sur leur corps ; en Argentine, « foulards verts » pro-avortement et « foulards bleu ciel » anti-avortement multipliant les manifestations afin de faire valoir leurs droits ; les « gilets jaunes » qui tiennent le pavé et dans la rue et dans l'actualité ; les grèves pour la défense du pouvoir d'achat ; les manifestations des travailleur.euse.s sans-papiers...

Parce que le sentiment d'être négligé par les pouvoirs en place est important, comme en témoignent les différents sondages réalisés au cours des dix dernières années, ces formes de participation politique conquièrent une légitimité croissante aux yeux de l'opinion publique.

Notons cependant qu'à côté de nouvelles revendications, notamment en faveur du climat, du mariage pour tous, des droits des homosexuel.le.s..., les grèves et les manifestations attendantes luttent aussi aujourd'hui pour la défense des acquis sociaux mis à mal par les politiques libérales et pour l'emploi plus que pour les conditions de travail.

Pour ceux et celles qui penseraient que les grèves ne donnent pas de résultats probants, qu'elles ne servent à rien, qu'elles ne sont plus aussi mobilisatrices que les grandes grèves historiques du XX^e siècle (comme par exemple les grèves en faveur de la réduction du temps de travail ou pour l'obtention du droit de vote), qu'elles ne sont plus aussi nombreuses qu'auparavant⁶..., il convient de comprendre que la conflictualité a trouvé de nouvelles voies d'expression et en a renforcé la portée. ■

1. Stéphane SIROT, *La grève en France, une histoire sociale (XIX^e - XX^e siècle)*, Paris, Odile Jacob, 2002.
2. Marie-Thérèse COENEN, *La grève des femmes de la FN en 1966. Une première en Europe*, Bruxelles, CARHOP, 2016 (Les carnets du CARHOP).
3. Voir article dans ce dossier pp. 8-10.
4. Voir article dans ce dossier pp. 6-8.
5. « La grève, la manifestation et les « nouvelles » mobilisations », *Sens-Dessous*, 2011/2 (n° 9), pp. 13-19 (En ligne) www.cairn.info/revue-sens-dessous-2011-2-page-13.htm
6. Sophie BÉROUD, Jean-Michel DENIS, Guillaume DESAGE, Baptiste GIRAUD et Jérôme PÉLISSE, *La lutte continue ?*, Éditions du Croquant, 2008.

Zoé Maus ♦ CIEP Communautaire

Quand les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête: retour sur les grèves féministes¹

« **L**e 8 mars, des millions de femmes de par le monde se croiseront les bras, arrêteront de travailler et arrêteront toute activité qui perpétue leur exploitation. Faisons de ce jour et du processus qui y mène le début d'un nouveau mouvement, un point tournant dans notre refus du sexisme, du racisme, du militarisme et de toutes les formes de violence contre les femmes, qu'elles soient individuelles ou institutionnelles » : avec ces mots, l'intellectuelle féministe Silvia Federici appelait les Espagnoles à faire grève le 8 mars 2018². Symbole de cette mobilisation, cette grève restera dans les annales en Espagne (et aussi pour le mouvement féministe). Avec plus de 5 millions de femmes (et d'hommes) en grève, les Espagnoles ont réussi le pari d'arrêter leur pays pendant 24 heures. Un an plus tard, un nouvel appel international a été lancé pour recommencer l'action.

Ces mobilisations ne sont pas des cas isolés ou ponctuels. Elles sont les héritières d'une longue histoire et l'aboutissement d'un processus qui a vu, ces dernières années, les femmes se croiser les bras dans de nombreux pays (Espagne, Argentine, France, États-Unis, Pologne), pour dénoncer la violence systémique dont elles sont victimes. S'arrêter pour montrer qu'on existe. S'arrêter pour visibiliser le travail invisible des femmes. S'arrêter pour dénoncer les oppressions et les violences. S'arrêter pour montrer que lorsque les femmes s'arrêtent, le monde s'arrête.

Le « jour le plus long » en Islande

Le 24 octobre 1975, les Islandaises ont mis leur pays à l'arrêt lors du « jour sans ». Revendiquant l'égalité avec les hommes dans le monde du travail et la reconnaissance de leur rôle dans tous les pans de l'économie mais aussi dans la gestion des familles, ce mouvement suivi par 90% des Islandaises a entraîné des changements de législation donnant plus de droits aux citoyennes.

Une longue histoire de mobilisations

Les grèves des femmes ne sont donc pas récentes mais elles ont été largement invisibilisées, comme l'histoire des femmes en gé-

néral. Cependant, dès lors qu'on s'attarde un peu sur l'histoire des mouvements populaires, on constate la grande participation des femmes. Partout dans le monde, elles se sont emparées de cet outil et l'ont utilisé pour défendre leurs droits. Ces dernières années,

une lame de fond féministe s'est fait sentir partout dans nombreux pays, notamment en réponse à la montée des fondamentalismes et des extrémismes (politiques, religieux ou économiques). Le système néolibéral renforce l'imbrication des oppressions et des violences vécues par les femmes. Si l'on ne peut évidemment nier l'amélioration de certains aspects de leurs conditions de vie, il faut reconnaître que partout l'arrivée au pouvoir des conservateurs a provoqué une stagnation, voire un retour en arrière, dans de nombreux domaines : remise en question des droits à l'avortement et des droits des LGBT+, conditions de travail de plus en plus difficiles, augmentation du racisme et des féminicides. Les raisons de se mobiliser et de faire grève étant multiples, les formes de grèves doivent l'être aussi.

Historiquement, les grèves des femmes ne se sont pas cantonnées au travail salarié, puisqu'elles englobent tous les pans de la vie en société dans leurs luttes. Arrivées massivement dans l'emploi rémunéré, les femmes se sont réapproprié les enjeux des luttes ouvrières, en agissant de manière globale, à la fois pour revendiquer de meilleures conditions de travail et des salaires égaux (le pain) mais également pour davantage de bien-être dans toutes les sphères de la vie (les roses). Si leur travail a d'abord été considéré comme un travail d'appoint ou de remplacement des hommes, elles ont su prendre leur place dans les mouvements syndicaux, voir même, dans certains cas, être à l'origine de certains syndicats.

Depuis un siècle, les luttes féministes ont évolué³: si la grève (actuelle) n'abandonne pas le combat sur la question des salaires, elle le redéfinit et l'oblige à se confronter aux formes existantes de travail non salarié, majoritairement rempli par les femmes, et en particulier les femmes racisées. En incluant et en visibilisant des sphères où le capital exploite et extrait de la valeur, la grève en tant que « *blocage, défi et désobéissance* » pratiquée par les femmes, permet de « *conjuguer ces deux dimensions : la transversalité de sa composition politique (syndicats, organisations*



de base, collectifs de dissidents sexuels, associations d'étudiants, centres de santé, collectifs de migrants, etc.) et l'intersectionnalité de ses problématiques, la question centrale du travail permettant de formuler une critique concrète des nouvelles formes de l'exploitation capitaliste ». S'il ne s'agit pas là d'une nouveauté, c'est cependant un changement notoire d'orientation de la lutte. En effet, dans les premières grèves des femmes, la contradiction entre capital et travail, ainsi que l'idée que l'émancipation des travailleuses passe par la participation aux luttes syndicales (des hommes) restent les principaux moteurs de l'action⁴.

Certains mouvements du début du XX^e siècle se mobilisent également contre des faits de harcèlement et de violence commis par des contremaîtres ou des supérieurs hiérarchiques. C'est contre ces violences que de nombreuses femmes se sont mobilisées.

La violence n'est pas seulement physique. Elle concerne également la violence du système néolibéral et la division internationale et sexuelle du travail qui modifie la configuration du marché du travail et renvoie de nombreuses femmes à la périphérie du système, tout en empêchant celles qui y sont de se rapprocher du centre, confinant de plus en plus les femmes migrantes et/ou racisées dans le travail informel ou précaire, en faisant les premières victimes des discriminations à l'embauche.



Reportage &

Selon Cinzia Arruzza, l'autre nouveauté des mouvements de ces dernières années réside surtout dans l'impact international de ces grèves et leur reconnaissance comme construisant l'identité de ce « nouveau mouvement féministe »⁵. La connexion internationaliste que les différents mouvements ont créée apporte une vision renouvelée de cet outil de lutte. Loin de s'homogénéiser dans l'internationalisation du mouvement, les femmes ont réussi à préserver leur autonomie dans leurs modes d'organisation, leurs revendications et leurs pratiques⁶.

Une créativité féministe : des moyens d'actions spécifiques

Au-delà de cette valorisation de l'autonomie des différents groupes de femmes en grève, un des points communs est sans doute une (plus) grande créativité. Habitues à être confinées dans les recoins de l'espace public⁷, les femmes ont trouvé des

stratégies innovantes et parfois détournées pour « ouvrir la voix » et porter leur message publiquement. La plupart ont également fait preuve d'ingéniosité pour gérer leur triple fardeau et mener de front leur mobilisation militante, la charge de leur famille et le soin aux autres. Cette position sociale multiple a des répercussions sur la façon d'envisager la grève et les modes d'action, les femmes étant souvent attentives non seulement aux objectifs et aux stratégies à mettre en place politiquement mais également au vivre ensemble et au bien-être des grévistes. C'est ainsi que dès les premières grèves de femmes, elles ont mis en place des garderies et des soins spécifiques pour les enfants, des cantines communautaires ou des caisses de solidarité avec d'autres travailleuses plus vulnérables ou marginalisées. Dans de nombreux cas, les décisions sont prises lors d'assemblées non mixtes ; cette non-mixité étant garante d'un espace de parole qui leur est propre.

Les modes d'organisation et d'actions concrètes sont également représentatifs de cette capacité à sortir des chemins tracés par leurs camarades masculins. La grève des Islandaises ou celle des horlogères suisses montrent que les grèves des femmes s'accompagnent d'une redéfinition et d'un questionnement de l'organisation sociale et des rôles remplis traditionnellement par les femmes et les hommes. La sensibilisation et la formation des hommes aux tâches habituellement remplies par les femmes sont un des aspects de certaines grèves, comme dans le cas suisse, où des séances de repassage publiques étaient organisées par les hommes en solidarité avec les femmes en grève. Cette solidarité des hommes est présente dans la plupart des grèves féministes récentes (en Espagne ou dans l'appel à la grève du Collectif 8 maars). Les hommes désireux de montrer leur soutien étant appelés à remplir les tâches qui ne seront pas accomplies par les femmes.

« Femme, si tu ne luttas pas, personne ne t'écoute »

C'est en effet ce que montrent les mouvements de grèves des femmes ou de grèves féministes. Si les femmes ne prennent pas leur place dans la lutte pour l'égalité des droits, pour une meilleure répartition des tâches et un autre paradigme inclusif et égalitaire, personne ne le fera à leur place. L'histoire montre en effet que jamais les hommes ne se sont spontanément mobilisés pour combattre les inégalités, le sexisme et les violences faites aux femmes* ou aux minorités, bien au contraire. Le plus souvent, ils ont contribué à l'invisibilisation des femmes au sein des mouvements sociaux et populaires et ont souvent renvoyé les femmes aux tâches « féminines ». Au-delà de la satisfaction des revendications politiques portées par les différents mouvements



Le Collectif 8 maars et la grève en Belgique

Ce 8 mars 2019, la Belgique a vécu sa « première grève féministe ». À l'initiative d'un collectif de femmes* venant de divers horizons, un appel à une grève féministe a été lancé auprès des femmes*, des associations et des syndicats, dans une perspective d'inclusivité et d'ouverture aux groupes minorisés : femmes trans, lesbiennes ou non binaires, femmes racisées, femmes sans papiers, etc. (L'astérisque accolée au mot « femme » symbolise cette inclusivité de tout qui se reconnaît comme femme.)

Dès la première assemblée du Collectif 8 maars, près de 200 femmes* se sont réunies pour discuter des raisons et de la manière de faire grève. Partant des souhaits des participantes, des objectifs, des revendications, des modalités de grève

et d'action ont été définis. C'est en mettant en avant leur conscientisation et leurs compétences, en utilisant des outils d'éducation populaire et d'intelligence collective, que les femmes ont largement mobilisé pour qu'elles puissent faire la grève, que ce soit du travail, du soin aux autres, de la consommation ou étudiante. Leurs revendications, portant sur six thématiques principales (travail productif et reproductif, frontières, corps et sexualités, éducation, écologie et violences) expriment leur souhait de permettre à un maximum de femmes* et de groupes de s'y reconnaître et de pouvoir se les réapproprier, chacune à sa façon et selon sa position...

Info : <https://8maars.wordpress.com>

**SANS PLUS
ATTENDRE,
REPRENONS
DU POUVOIR
SUR NOS VIES**

08.03.2019

Vrouwenstaking!
Toutes en grève!
Women's Strike!



de grève, l'objectif est également émancipateur. Sortir de la maison et de l'isolement en se regroupant dans les rues, renforcer la solidarité, la sororité et l'autonomie et se réapproprier l'espace public, montrer la présence par l'absence, tels sont aussi les objectifs des mouvements portant les grèves féministes partout dans le monde. ■

1. Une version complète de cet article, illustrée par de nombreux exemples de grèves, est disponible sur www.ciep.be
2. Statut facebook de la Women's Strike Assembly, consulté le 27 février 2019.
3. Veronica GAGO, « Y a-t-il une guerre « dans » le corps des femmes ? Finance, territoires et violence », *Contretemps* : www.contretemps.eu/guerre-corps-femmes-finance-territoires/
4. Anne STEINER, « Il faut faire la grève générale de la consommation », in *Le Comptoir*, <http://comptoir.org>
5. Cinzia ARRUIZZA et Tithi BHATTACHARYA, *Grèves des femmes, grèves politiques ! Entretien avec Sarah Jaffé pour le site Truthout* (www.gauchecapitaliste.org/entretien-greves-des-femmes-greves-politiques/)
6. Veronica GAGO, *op. cit.*
7. Voir Mary BEARD, *Les femmes et le pouvoir. Un manifeste*, Paris, Perrin, 2018.

Marie Verhoeven ♦ Professeure de sociologie, chercheuse au GIRSEF, UCLouvain

La mobilisation pour le climat : l'école à l'école des jeunes ?

Depuis plus de huit semaines, emboitant le pas à la jeune suédoise Greta Thunberg et au mouvement Youth for Climate, les jeunes sont dans la rue, réclamant une politique climatique « ambitieuse et cohérente ». Le mouvement émeut et fascine à bien des égards. Par son ampleur et sa « viralité », d'abord. Si le nombre des manifestant.e.s du jeudi est en baisse dans la capitale, la mobilisation semble loin de s'essouffler. Elle se ramifie, déplace son épiscentre de Bruxelles vers les provinces ; elle fait fi des barrières communautaires, Francophones et Néerlandophones défilant côte à côte ; elle tire son énergie de son caractère globalisé (cf. la présence de délégations européennes ou la fierté des jeunes Belges d'être épinglés par les médias internationaux). Plus fondamentalement, le mouvement bénéficie de la force symbolique propre aux mouvements étudiants, dont l'histoire a démontré la capacité à impulser des orientations culturelles nouvelles (mai 68) et à mettre des réformes démocratiques à l'agenda (cf. les mouve-

ments étudiants de 2011 au Chili qui ont permis de faire aboutir une réforme constitutionnelle espérée depuis deux décennies). La force et la nature du mouvement font voler en éclat l'image d'une jeunesse « égocentrique » et « dépolitisée ». Car s'il ne se prive pas de dénoncer les limites de la démocratie représentative dès lors qu'il s'agit de poursuivre des objectifs de transformation sociétale radicale, le mouvement s'inscrit en revanche pleinement dans le politique. Ses modalités d'action collective sont révélatrices d'un nouvel agir politique (expressivité, participation directe, exigence de congruence entre agir individuel et valeurs, action locale-globale, etc.) dont cette génération n'a pas le monopole. Ainsi, ils multiplient les actions symboliques (ramasser les déchets en même temps qu'on manifeste), invitent chacune à agir « à son niveau » tout en interpellant directement les élu.e.s (depuis le niveau des villes jusqu'à l'ONU en passant par nos ministres de l'environnement et le conseil de l'Europe). Mais ce qui frappe encore plus ici, c'est que ce sont des mineur.e.s – non-citoyen.ne.s devant

la loi –, qui prennent d'autorité une place de citoyen.ne, bien mal tenue, à leurs yeux, par la classe politique et par « les adultes » : « *On n'a pas le temps d'attendre d'être des adultes et d'être nous-mêmes aux manettes* », renvoyant ainsi les adultes à leur responsabilité. Pour ce faire, ils.elles se saisissent remarquablement des instruments de la démocratie : ils.elles manifestent, inventent des slogans dignes des meilleur.e.s communicateur.rice.s politiques, s'expriment dans les médias, s'informent et potassent les rapports du GIEC ... Ces non-citoyen.ne.s de droit donnent aux adultes une magistrale leçon de citoyenneté. Sur un plan symbolique, le renversement du rapport entre les générations est saisissant : ce sont les jeunes qui « sermonnent » les adultes et critiquent leur inconséquence ; qui reprochent aux décideur.euse.s de faire passer leur intérêt particulier avant le bien commun. Ce sont eux et elles qui « *rappellent les valeurs* », qui invitent encore chacun.e à assumer les conséquences collectives de ses choix, réaffirmant la capacité des individus à forger leur destin contre les prétendues « lois d'airain » du système. Si les marches du jeudi ont un caractère festif (humour, musique, ...) et bien ancré dans la culture médiatique (allusions aux séries TV), les valeurs affichées sont assez éloignées du droit à la jouissance et à disposer librement de soi prônées par leurs parents soixante-huitards : les manifestant.e.s assument un certain ascétisme (« *Chacun doit faire des efforts* ») et réclament des « limites », telle cette jeune leader qui demandait aux hommes et femmes politiques de légiférer pour faire barrage à l'égoïsme naturel des humains...

Enjeux d'une grève scolaire

On retrouve ce rapport particulier à la responsabilité citoyenne dans le choix de mener une « *grève scolaire* » : si cette option ne manque pas d'agacer les politiques (« *Faites d'abord vos devoirs,*

grandissez avant de protester » martèlent-ils.elles, les renvoyant ainsi à leur statut de non-citoyen.ne pour réduire leur potentielle force politique), c'est pourtant à dessein que le mouvement a choisi de manifester durant les heures de cours. Manquer les

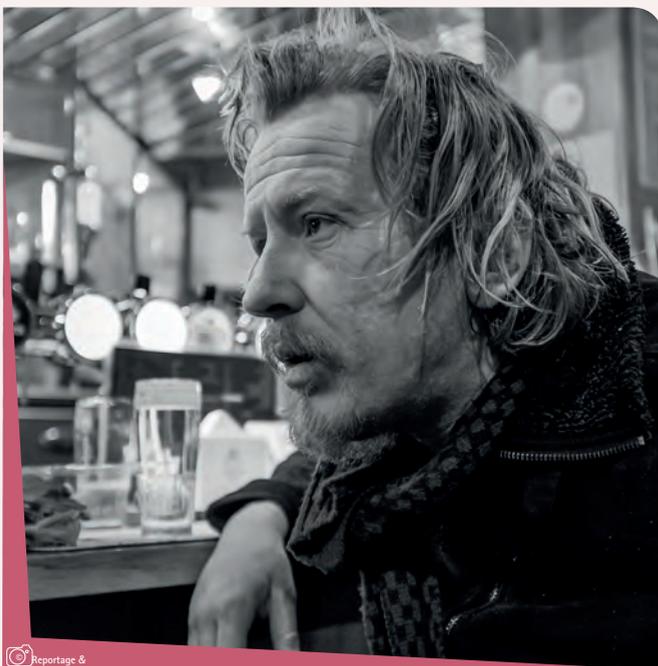
« On n'a pas le temps d'attendre d'être des adultes et d'être nous-mêmes aux manettes »

cours, ce n'est pas privilégier un moment « *fun* » sur ses devoirs scolaires mais au contraire montrer qu'on est prêt à mettre entre parenthèses la logique instrumentale qui domine aujourd'hui le rapport à la scolarité (faire des choix individuellement rentables, s'outiller de compétences pour préparer son avenir) au nom des enjeux posés par la vie commune. Comme l'énonçait à la radio une jeune leader namuroise, elle « *déteste rater les cours* », qu'elle devra récupérer par la suite en sacrifiant ses loisirs, mais « *elle n'a pas le choix* », son devoir l'appelle. Sans compter que, comme l'énonce Greta Thunberg, à quoi bon se barder de diplômes si la société s'effondre ? D'autre part, enfreindre la loi sur l'obligation scolaire, c'est oser une forme de désobéissance civile, et faire savoir au monde que le respect du système et de ses lois n'a plus de sens dès lors que ceux et celles qui sont en charge de la chose publique ne sont pas à la hauteur de leur responsabilité (cf. le leit-motiv « *Nous retournerons à l'école lorsque vous, politiques, vous serez décidés à agir de façon responsable* »).

L'école à l'école de la citoyenneté ?

Face à cette déferlante citoyenne, la réponse du monde scolaire est variable. Si certains établissements interdisent à leurs élèves d'aller manifester, estimant que ce n'est pas leur rôle, d'autres prennent des dispositions internes permettant de réguler les absences (organiser des tournantes entre années pour garantir une présence aux marches) et certain.e.s enseignant.e.s manifestent aux côtés de leurs élèves. Au sein des réseaux, une intense réflexion pédagogique a lieu, visant à faire de l'actualité climatique une occasion d'éducation; il s'agit alors de prendre appui sur les enjeux portés par le mouvement pour travailler des compétences scientifiques ou transversales (éducation à l'environnement, à la citoyenneté et à la démocratie). Ces pistes – dont les établissements se saisissent visiblement de manière inégale – attestent d'un important déplacement de sens quant à la mission de l'école en matière de citoyenneté.

Rappelons en effet que l'école moderne s'est construite sur un modèle bien peu propice à accueillir une citoyenneté « en acte ». Si l'affirmation du rôle de l'école dans la formation du.de la citoyen.ne est inhérente au projet des Lumières, c'est essen-



tiellement à travers l'enseignement (et non la pratique) des droits et des devoirs, la transmission de valeurs universelles et l'exercice systématique de la « raison », dans un espace protégé des turbulences du monde, qu'elle a longtemps cherché à l'incarner. Cette école moderne ne se donne pas pour mission d'exercer des capacités d'action et de participation, mais plutôt d'amener progressivement l'enfant, cet être inachevé, vers son futur statut d'adulte et de citoyen.ne. L'élève y est considéré.e comme un être pré-politique et assigné.e à une position passive, en tant que mineur.e et en raison de la nature asymétrique de la relation pédagogique. Parallèlement, l'école est régie par une sorte de droit « coutumier », non démocratique¹.

Notre enquête récente menée auprès d'écoles secondaires de la FWB montre que ce modèle est en perte de vitesse². Les acteurs scolaires soulignent la distance entre cette conception décontextualisée et transmissive de la formation du.e de la citoyen.ne, et les attentes des jeunes. Face à la nécessité de « reconstruire du sens » à l'école, l'éducation à la citoyenneté prend de nouvelles orientations. Ainsi, s'il s'agit toujours d'éduquer au civisme, au sens du « bien commun », c'est moins à partir d'une position de surplomb ou d'extériorité qu'à travers l'expérience concrète du monde qu'on l'envisage. Le sens littéral du verbe éduquer (ex-ducere) est rappelé : il s'agit d'aller à la rencontre du réel dans sa complexité. Le bien commun apparaît comme un horizon à construire, avec les élèves « tel.le.s qu'ils.elles sont ». L'institution scolaire se pense aussi davantage comme un lieu d'exercice des capacités citoyennes, à travers des dispositifs de participation à la vie scolaire ou à la société. L'idée est que c'est à travers l'agir pratique que les jeunes construiront leur capacité d'action, leur autonomie et développeront un sentiment d'adhésion à la vie publique.

Sans surprise, l'enquête montre que tous les établissements n'adhèrent pas à ces nouvelles orientations de sens, certains privilégiant des conceptions plus transmissives des droits et devoirs et continuant à déclinier la citoyenneté des élèves au futur. Qui plus est, selon les caractéristiques des établissements et de leurs

« Face à la nécessité de reconstruire du sens à l'école, l'éducation à la citoyenneté prend de nouvelles orientations »

publics, certaines dimensions de la citoyenneté sont priorisées, d'autres passent au second plan. Ainsi, dans certains contextes, l'éducation à la citoyenneté se réduit à de l'éducation « civique » et au respect du « cadre de vie », alors que d'autres écoles projettent d'emblée leurs élèves sur la scène de la citoyenneté mondiale. Ces conceptions contrastées ne sont pas sans lien avec les



Reportage &

positionnements différents des écoles face à la mobilisation actuelle. Il serait par ailleurs intéressant de se pencher sur les caractéristiques sociales des jeunes qui manifestent, car tout porte à croire qu'il s'agit plutôt d'une classe moyenne dotée de certains capitaux culturels – les élèves issu.e.s des quartiers plus défavorisés y étant nettement moins représenté.e.s ; comme en témoigne cet enseignant d'une école du « croissant pauvre » de Bruxelles : les Marches pour le climat étaient « hors du radar » des élèves et même des enseignant.e.s de son établissement.

Il est piquant de constater que ces orientations récentes en matière d'éducation à la citoyenneté à l'école entendent notamment répondre au sentiment d'impuissance et de détachement politique souvent attribué aux jeunes. Aujourd'hui, cette jeune génération adopte *de facto* une position de citoyen.ne de plein exercice. Il serait dommage que l'école ne se saisisse pas de la puissance politique de ce mouvement. Il serait encore plus dommageable que le monde politique et les institutions ne répondent pas au mouvement en mettant ces enjeux à la une de leur agenda. La distance entre la conscience civique et collective appelée par cette jeunesse en marche et les institutions démocratiques pourrait bien s'en trouver aggravée, voire devenir infranchissable. ■

1. Anne BARRÈRE et Danilo MARTUCELLI, « La citoyenneté à l'école : vers la définition d'une problématique sociologique », *Revue française de Sociologie*, 39(4), 1998, pp. 651-671.
2. Marie VERHOEVEN et Évelyne JADOT, « Enquête sur l'éducation à la citoyenneté en Belgique francophone : nouvel imaginaire politique et traductions locales fragmentées », *Éducation et Société*, 2019 (à paraître).

FRANCE HUART ♦ CIEP communautaire

Rencontre avec la nouvelle présidente du Moc

Diplômée en sciences politiques de l'ULB, 35 ans, une dizaine d'années chez Vie Féminine, puis conseillère en Éducation permanente au Cabinet de la ministre de Culture, Ariane Estenne est devenue début 2019 la présidente du Moc.

Un projet politique commun pour le Moc

Se remettre d'accord collectivement entre les organisations constitutives (OC) et les fédérations régionales sur un horizon politique commun pour les prochaines années est au cœur de son plan d'action. Ensuite, les thématiques seront déterminées, avec comme outils: l'éducation populaire pour déconstruire les inégalités et l'action collective pour changer le rapport de force. Dans ce processus collectif, Ariane conçoit son rôle comme celui d'une animatrice. Selon elle, quatre thématiques, incontournables, devraient être travaillées:

1. **L'Etat social.** Comment articuler et renforcer la protection sociale avec la transition écologique ? C'est une magnifique question pour le Moc.
2. **L'état de la démocratie.** Face à l'affaiblissement de la démocratie, comment redonner du sens à une réelle participation, dans un système dominé par les inégalités.
3. **L'international.** Le Moc se positionne comme un acteur historique incontournable sur ces questions. Il est temps de reconstruire une internationale de Gauche et se réemparer des enjeux européens.
4. **Les migrations et le racisme.** Face aux frontières, le Moc doit développer, sur base de son expertise, une vision à long terme plus prospective.

Faire converger les luttes

Le féminisme est l'ADN d'Ariane, l'origine de son engagement militant. Face

à des structures historiques, parfois patriarcales, sa responsabilité est de changer la manière de fonctionner et d'ouvrir les lieux pour les redynamiser. Dans ce contexte de mutations, une structure comme le Moc est « *unique au monde !* » avec sa puissance d'agir: Ariane y croit, même s'il est fondamental de rassembler toute cette expertise en vue d'un projet commun de solidarité. Il est grand temps de « *passer de l'indignation à l'action collective* » et faire converger les différents mouvements de Gauche pour réagir à la destruction des droits socio-économiques et proposer des solutions face aux urgences écologiques. Mais comment faire ? L'image d'un corps avec deux jambes représentant l'éducation populaire et l'action collective lui vient spontanément. En interne, il est essentiel de se reparler sur tous les enjeux de société et d'articuler les différents points de vue. Son rôle sera d'animer ces échanges et de faire émerger les synergies. Au niveau externe, le Moc a beaucoup à apprendre des mobilisations de la rue, notamment celles des gilets jaunes et des jeunes grévistes. L'actualité des derniers mois nous éclaire sur des solutions à apporter, notamment pour forcer le politique à mettre la question du climat à son agenda. Une des difficultés de la Gauche est liée à l'organisation et à l'efficacité de ces modes d'action. Depuis les dernières années, peu de victoires ont été engrangées face aux politiques néo-libérales. Il est donc essentiel de se parler et de garder le cap sur un objectif commun : renforcer collectivement la solidarité, qui est la base de toute communauté. En effet, nous arrivons au bout du modèle de protection sociale créé à la fin de la



Seconde Guerre mondiale sur une double conviction : la volonté d'éviter une nouvelle guerre et de structurer une représentation des citoyen.ne.s, via les modes de concertation. Or nous constatons la fragilisation de ces convictions, avec le risque d'épisodes plus insurrectionnels, comme on a parfois pu le constater chez les gilets jaunes. Ce contexte nous force à nous interroger sur nos publics, sur la manière de les faire participer et sur le pouvoir au sein du Moc. Ouvrir ces débats représente un projet intéressant intellectuellement !

La formation, la force du Moc

Avec l'ISCO, le BAGIC, la FOPES et l'éducation permanente, le Moc touche un spectre très large de citoyen.ne.s et leur propose de développer leur esprit critique, déconstruire les savoirs dominants et agir à une transformation de la société. À travers ce dispositif complet, il poursuit un double objectif : la formation d'adultes à l'extérieur du Mouvement, mais aussi la formation de ses cadres en interne. Durant son mandat, Ariane sera hyper attentive à ces deux

volets dans une logique d'émancipation des plus faibles et de construction d'un Mouvement social fort. Parallèlement, elle pointe l'importance de maintenir la mémoire des luttes sociales, de toujours rappeler l'histoire des mouvements populaires et leur approche méthodologique.

« J'ai été décoiffée par la puissance de ce mouvement ! »

« Une société d'égalité est une société où l'on peut exercer nos libertés tous ensemble », et non pas sur le dos des plus faibles résume bien sa position sur le féminisme. Face au système de la triple domination (capitaliste, raciste, patriarcale),

Ariane constate, exemples à l'appui, la difficulté de sortir d'une domination sans en renforcer une autre. Pour atteindre l'égalité, il faut absolument s'attaquer aux privilèges et questionner ce système. Quelles que soient nos intentions individuelles, nous bénéficions tous de ce système !

Les grèves sont une arme importante pour imposer un véritable rapport de force : en effet, lorsque le travail s'arrête, la société se retrouve en difficultés. De plus, les travailleur.euse.s en grève se battent pour les droits de tou.te.s. Même si d'autres modes d'action sont efficaces, mener des grèves convergentes et ren-

forcer leur légitimité sont nécessaires pour changer la société et faire pression sur les politiques néo-libérales. La grève du 8 mars 2019 a rappelé tout le travail concentré entre les mains des femmes. Jamais autant de femmes n'ont revendiqué spontanément leurs droits : plus de 15.000 ne provenant d'aucune structure institutionnalisée ! Face à ce mouvement, les associations traditionnelles restent toutefois méfiantes, même si leur rôle devrait être de le soutenir. Pour Ariane, cette grève a généré une « énergie positive politique très forte », « une joie libératrice et mobilisatrice ». De quoi inspirer le mouvement social dans son ensemble ! ■

Jennifer Van Driessche ♦ Solidarité Mondiale

Porter haut l'appel pour des vêtements « clean » !

Ce vendredi 15 février 2019, une délégation imposante de la campagne #Vêtementsclean, armée d'un immense mégaphone, a rencontré le Ministre fédéral de l'Emploi et de l'Économie Kris Peeters. Animée par Solidarité Mondiale, la campagne #Vêtementsclean est menée à l'initiative de la CSC, la CSC Sporta, l'ACV-CSC METEA, la CNE, la CSC Alimentation et Services, la CSC Services publics, la Mutualité chrétienne, ÉnéoSport et Altéo, en collaboration avec achACT. Elle s'impose comme un appel lancé aux entreprises et aux responsables politiques à faire mieux en termes de transparence et de respect des droits humains.

Ce mégaphone représentait la voix de plus de 46.000 citoyen.ne.s et consommateur.rice.s, qui en soutenant la campagne, ont clairement fait entendre leur volonté de faire du sport avec des vêtements 'clean', c'est-à-dire des vêtements produits dans des conditions de travail et de salaire décentes. Parmi ces citoyen.ne.s, on retrouve des sportif.ve.s de tous les jours, mais aussi des athlètes de haut niveau qui ont montré leur soutien à la campagne : les joueurs du Sporting de

Charleroi, de l'Excel de Mouscron, la championne olympique Tia Hellebaut, Philippe Gilbert, les Red Flames (équipe nationale féminine de football), les Yellow Tigers (équipe nationale féminine de volleyball)...

Pour eux et elles, l'éthique dans la production des vêtements de sport ne peut pas être une option, mais une condition *sine qua non* ! Or, le secteur de l'habillement est un des secteurs avec le plus haut risque de violations des droits humains et où une majorité de femmes travaillent dans des conditions déplorables. Les salaires de ces ouvrières, tant en Asie du Sud-Est qu'en Europe centrale, sont trop bas et ne leur permettent pas d'économiser pour rompre le cycle de la pauvreté. Elles sont enfermées dans un cercle vicieux (bas salaires, surcharges de travail, emprunts et dépendance extrême) qui les rend très vulnérables. Le secteur des vêtements de sport est particulièrement peu transparent et a donc été au cœur de cette large campagne de sensibilisation et de mobilisation.

Depuis 2017, l'ensemble des seize partenaires de la campagne nationale

#Vêtementsclean#Cleankleren (animée par Solidarité Mondiale-WSM) ont voulu démontrer que les Belges, qu'ils.elles soient mordu.e.s de sport ou non, veulent des vêtements de sport produits dans de bonnes conditions, pour lesquels les droits du travail sont respectés, en particulier les huit normes fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)!. Les 46.250 personnes qui ont signé la pétition pourraient remplir le Stade Roi Baudouin. Imaginez le bruit que ce serait dans les tribunes ! Ces sportif.ve.s et consommateur.rice.s méritent une réponse à la hauteur de leur mobilisation de la part des entreprises et des responsables politiques. Et ce n'est pas le cas jusqu'ici.

Deux ans de rencontres et de tables rondes avec les marques belges qui produisent des vêtements de sport, pour les inciter à faire des efforts vers une production éthique et durable, ont donné des résultats plutôt maigres, la grande majorité des marques utilisant régulièrement l'argument qu'elles n'en voient pas la « plus-value commerciale ». Cette faiblesse des initiatives volontaires des entreprises démontre la nécessité d'une réglementation plus stricte. C'est pour

cette raison qu'il est crucial de continuer à marteler qu'il faut durcir la réglementation en matière de droits humains pour les entreprises. C'est la mission des pouvoirs publics.

En adoptant une loi qui contraint les entreprises à établir un plan de vigilance, la France est devenue un pays précurseur. Selon l'étude scientifique de l'HIVA (KULeuven), la Belgique est en retard par rapport à ses voisins au niveau législatif. Alors, qu'attend-on ? Le Gouvernement doit urgemment adopter un cadre législatif qui offre un mix équilibré de mesures incitatives et contraignantes en matière de devoir de vigilance. Notre pays doit également s'engager au niveau international pour l'adoption d'un traité ambitieux des Nations Unies en la matière. Il y a urgence, et les milliers de personnes affectées dans le monde par les activités commerciales ne peuvent pas attendre indéfiniment pour obtenir des réparations. Elles ont soif de justice !

Vers des achats durables dans nos organisations et nos entreprises !

En 2018, notre campagne #Vêtementsclean s'est focalisée sur des équipements éthiques dans le monde du sport. En plus de notre collaboration avec achACT, nos réflexions au sein du Mouvement nous ont poussés à nous questionner sur les alternatives d'achats. Changer le monde et protéger l'environnement passent aussi par l'adaptation de nos comportements quotidiens, notamment dans nos achats. En tant qu'acteur.rice.s et acheteur.euse.s collectif.ve.s, les associations et les entreprises peuvent avoir un véritable impact sur les pratiques des vendeur.euse.s. En effet, chaque euro dépensé, que ce soit pour le compte d'une organisation ou individuellement, est une voix et un choix : optez alors pour l'entreprise qui adopte une conduite irréprochable sur le plan social et environnemental. Si le prix influence votre décision, alors, ailleurs, l'environnement et/ou les travailleur.euse.s en paieront le prix. Les autorités publiques et les organisations ont elles aussi un pouvoir d'achat, encore plus important, et en optant systématiquement



Un soutien concret

Le guide présente un comparatif des labels et systèmes de management et de certification sur lesquels se reposent les marques. Il propose aussi une procédure pour faire évoluer les achats au sein d'une entreprise, ainsi que des adresses concrètes de fournisseurs qui proposent des marques affiliées à la Fair Wear Foundation.

Nous vous recommandons le site www.achact.be/tshirts où vous pourrez trouver un fournisseur, et proposer au vôtre de faire appel à des marques affiliées à la FWF.

La brochure est disponible sur www.vetementsclean.be/campagne/outils, ou sur demande à Solidarité mondiale Tél. : 02.246.36.71.



pour des produits éthiques et durables, elles incitent les autres entreprises à consentir davantage d'efforts en matière de durabilité.

Pour vous aider à actionner le levier des achats dans votre entreprise/organisation, une brochure *Comment gérer les achats durables dans mon organisation ou entreprise ?* a été éditée : son objectif est de guider les acheteur.euse.s des organisations et entreprises dans l'adaptation de leurs pratiques d'achats de vêtements, vers plus de durabilité, mais aussi de soutenir les militant.e.s dans leurs démarches pour mettre une politique d'achats durables à l'ordre du jour de la concertation sociale au sein de leur entreprise. Ce guide explique ce que signi-

fient les achats durables, leur importance et les différentes étapes pour y initier son organisation ou son entreprise à des achats durables. Qui dit achats durables, dit inciter l'organisation à procéder à l'acquisition de produits et services présentant le plus faible impact écologique et à l'impact économique et social le plus positif (ISO 20400).

Les organisations sociales jouent un rôle important d'exemple. En optant pour l'achat de produits, services et bâtiments durables, elles soutiennent le développement futur de ces marchés. ■

1. Par exemple, l'interdiction du travail des enfants, l'interdiction du travail forcé, le droit à la liberté d'association, le respect d'un nombre limité d'heures de travail, etc.

« Si vous ne venez pas, on jette tout ! » 40^e anniversaire du CARHOP

Pour ses 40^e ans, le CARHOP met en scène son histoire avec une pièce « *Si vous ne venez pas, on jette tout !* », réalisée en partenariat avec la Compagnie Maritime et la Compagnie Le Vent qui Parle. À cette occasion, les nouveaux locaux et dépôt d'archives seront inaugurés à Braine-le-Comte.

Date : vendredi 26 avril, à partir de 16h00

Lieu : CARHOP avenue de la Houssière, 80 à Braine-le-Comte

PROGRAMME :

16h : Ouverture des portes
16h30 : « Si vous ne venez pas, on jette tout ! » (1^{ère} séance)
17h30 : Inauguration officielle du nouveau dépôt
18h : Drink et visite libre d'expositions
19h : Deuxième séance] « *Si vous ne venez pas, on jette tout !* », par l'équipe du Carhop, en partenariat avec la Compagnie Maritime et la Compagnie Le Vent qui Parle.
Infos et inscription : CARHOP
Tél. : 067.48 48 61 -
Mail : info@carhop.be www.carhop.be

FAIZA CHERFI ♦ Vie Féminine-Service formation

Racisme : un outil pour comprendre et agir

Partir des réalités de vie des femmes : c'est de là que Vie Féminine développe son travail d'Éducation permanente en tant que Mouvement féministe d'action culturelle et sociale. Nous savons que des attentes continuent de s'exercer sur les femmes et qui ne concernent qu'elles : être naturellement douée pour prendre soin des autres, s'adonner aux tâches ménagères, être mère et de préférence une «bonne» mère, voir son corps objectifié et fantasmé, ou encore se mettre en retrait professionnellement et socialement pour soutenir son partenaire. Ces quelques exemples matérialisent le système de domination patriarcal, cette logique qui accorde et défend la supériorité dans la société aux rôles, valeurs et compétences dites «masculines» au détriment de celles dites «féminines». Dans le contexte libéral et mondialisé actuel, les femmes sont toujours moins bien payées que les hommes, elles sont concentrées dans quelques secteurs d'emploi moins valorisés et rémunérés que les secteurs dits «masculins» et elles occupent majoritairement les emplois à temps partiel. Ce sont les effets du système de domination capitaliste, qui exploite la main d'œuvre féminine, considérée comme «non-qualifiée» en la payant moins. Le

temps partiel, sous couvert de la conciliation, permet aux entreprises de reporter sur les travailleuses les variations d'activité. De plus, et sous la pression du monde de l'entreprise, l'État libéral fait le choix de ne plus redistribuer équitablement les richesses produites ni d'assurer les services d'intérêt collectif (par ex. garde des enfants), ce qui à son tour, renforce les inégalités entre hommes et femmes face à l'emploi.

Patriarcat, capitalisme, racisme : trois logiques complices

Le contexte de montée des nationalismes et des politiques d'austérité actuel, orienté vers l'individualisme, le consumérisme, la promotion de la concurrence et de la compétitivité, renforce la peur de l'Autre, la crainte de devoir «partager» et les sentiments de rejet vis-à-vis des personnes «ayant une autre culture», réelle ou supposée. C'est ainsi que le système de domination raciste exerce une hiérarchie basée sur des différences de culture, de langue, de couleur de peau ou encore de religion. Ceci laisse toute la place aux discriminations dans l'accès à l'espace public, à la vie sociale, culturelle et économique, notamment sur le marché de l'emploi où de nombreuses

femmes racisées¹, étrangères ou pas, ayant des papiers ou pas, peinent à trouver un emploi et se retrouvent dans des emplois à très bas salaire ou carrément en dehors des circuits formels de l'économie, notamment dans les métiers de soin aux autres. Dans les faits, elles sont appelées à accomplir toute une série de tâches domestiques, de soin et d'éducation pour un salaire bas, des conditions de travail et d'accès aux droits sociaux précaires et un accompagnement professionnel quasi nul, pour que d'autres, des hommes et des femmes non racisées, poursuivent une carrière professionnelle synonyme dans notre société d'un minimum d'indépendance et de sécurité financière.

On voit bien dans cette dernière situation comment interagissent les trois systèmes de domination que sont le patriarcat, le capitalisme et le racisme : ces trois logiques se renforcent et s'alimentent pour maintenir les individus dans des situations d'exploitation et de précarité. De plus, elles créent des rapports de force entre les femmes, ce qui brise la possibilité de solidarité entre elles, à l'heure où la résistance s'impose.

Un outil méthodologique issu d'un processus d'Éducation permanente Féministe

Depuis son Congrès de 2010, Vie Féminine adopte une lecture de la société qui tient compte des trois systèmes de domination pour comprendre et déconstruire le système de domination raciste, en prenant comme ancrage les réalités de vie des femmes². De cette réflexion et du besoin de disposer d'outils pour travailler avec les femmes, est née la formation *Racisme : obstacle aux solidarités entre les femmes ?*, fruit d'un travail de co-construction et d'un aller-retour permanent entre les connaissances théoriques mises à disposition des participantes, et les apprentissages tirés des expériences issues de leurs trajectoires propres. Cette formation de deux jours a été menée une douzaine de fois à destination de 160 femmes. Par ailleurs, certaines séquences de la formation ont fait l'objet d'ateliers spécifiques auxquels

Le mouvement social face à l'urgence écologique



Semaine sociale du MOC

Dates et lieu : mercredi 16 et jeudi 17 avril 2019 - CEME (Charleroi Espace Meeting Européen) rue des Français 147 à Dampremy
Programme et inscription : www.moc.be



Le dispositif proposé dans la brochure est divisé en cinq modules. Les trois premiers constituent la base de connaissances permettant d'aborder les questions de racisme de manière non-superficielle ou anecdotique. Les deux derniers modules permettent au groupe de participant.e.s de mobiliser la grille de lecture nouvellement acquise et de prendre connaissance des résistances qui s'y opposent.

Module 1 : Les trois visages du racisme

L'animation *Les trois visages du racisme* permet de poser d'entrée de jeu les contours et les formes que peut prendre le racisme. Basée sur les vécus des participant.e.s, cette animation permet de s'approprier une grille de lecture complète et complexe tout en restant sur des réalités concrètes, issues de la vie quotidienne et des expériences du groupe. Il ne s'agit pas ici d'avoir une approche interculturelle qui part des notions de culture et de relations interculturelles, mais bien de poser le racisme comme système de domination en prenant comme point de départ les conflits et les discriminations entre les groupes et les relations de pouvoir en jeu.

Module 2 : L'Autre : métamorphoses du « sauvage »

Ce deuxième module permet d'envisager le système de domination raciste non pas comme le fruit du hasard mais comme le résultat d'une idéologie séculaire construite à l'aide d'arguments soi-disant « scientifiques », « religieux », « philosophiques », ... Retourner dans le passé permet aux participant.e.s de mieux comprendre et déconstruire les discours et stéréotypes actuels mais également de saisir l'ampleur et les enjeux qui entourent ce système.

Module 3 : Parlons privilège

Après avoir défini les contours du racisme et en avoir exploré les racines, ce troisième module s'attèle à illustrer les



rapports de domination qui animent ce système. En effet, tout système de domination induit la présence de deux groupes : « les dominant.e.s » et « les dominé.e.s ». Cette animation permet, de manière ludique, d'illustrer les privilèges du groupe dominant que ce soit dans le système raciste, sexiste ou capitaliste.

À l'issue de ces trois premiers modules, le groupe dispose d'une grille de lecture relativement fournie du système de domination raciste tant au niveau de ses formes que de ses origines, ses conséquences et ses enjeux.

Module 4 : Les féminismes : tous inclusifs ?

Dans ce module, le groupe sera amené à analyser et décoder des textes issus de l'actualité belge. Durant cette animation, les participant.e.s sont invité.e.s à enfiler les lunettes du système raciste afin d'élargir et d'aiguiser leur regard sur des débats ayant animé le champ féministe ainsi que la société.

Module 5 : Solidarité – Quelques voix/es de féministes racisées

Ce dernier module, plus « classique » car présenté comme un exposé théorique, permet au groupe de prendre connaissance des nombreuses voix ayant lutté contre le système de domination raciste. En présentant les productions d'autrices et de militantes d'ici et d'ailleurs, d'hier ou d'aujourd'hui, ce module permet de répondre à la curiosité du groupe pour l'action, la résistance et la mobilisation face à la prise de conscience suscitée par les précédents modules, mais aussi de mettre en lumière les femmes actrices dans cette lutte, telle que la sociologue marocaine Fatima Mernissi ou encore l'intellectuelle féministe afro-américaine bell hooks. ■

ont participé plus de 400 femmes lors de la Semaine d'Étude de 2017.

Cet apprentissage mutuel résultant de plusieurs sources de connaissances, additionné à l'enrichissement du contenu et l'amélioration du dispositif de la formation initiale, a permis la création de l'outil méthodologique *Racisme : comprendre pour agir*. Destiné aux formateur.rice.s et animateur.rice.s en Éducation permanente, il a pour objectif de transmettre la grille de lecture du système de domination raciste, d'illustrer les parallèles entre les trois systèmes de domination, d'ancrer le système de domination raciste dans une perspective historique, d'analyser la manière dont le racisme peut créer des obstacles aux solidarités entre les femmes et de s'ouvrir aux combats propres aux femmes racisées trop longtemps ignorées. Il développe une pédagogie adaptée à l'appréhension d'une problématique aussi épaisse et dense que l'est le racisme en Belgique. Il contient également des apprentissages liés à la posture du.de la formateur.rice et de l'animateur.rice, des témoignages émanant des groupes qui ont participé à la formation de base ainsi que des apports théoriques importants provenant de disciplines diverses des sciences humaines (histoire, anthropologie, philosophie, sociologie et science politique). ■

1. Selon Françoise Vergès, « Si, bien évidemment, la " race " biologique n'existe pas, en revanche, des groupes et des individus font l'objet d'une " racisation ", c'est-à-dire d'une construction sociale discriminante, marquée du négatif, à travers l'histoire. Les processus de racisation sont les différents dispositifs - juridiques, culturels, sociaux, politiques - par lesquels des personnes et des groupes sont étiquetés et stigmatisés. " Racisé.e " n'est donc pas une notion descriptive mais analytique. La racisation, couplée avec le genre et la classe, produit des formes spécifiques d'exclusion. L'esclavage colonial joue un rôle crucial dans les processus de racisation, dans la mesure où il faut justifier le fait que tous les esclaves sont des Africains noirs, et les propriétaires d'esclaves, des Blancs » (Françoise VERGÈS, *Le ventre des femmes : Capitalisme, racialisation, féminisme*, Paris, Albin Michel, 2017.)
2. Notamment à travers la Semaine d'Étude de Vie féminine *Tisser des solidarités dans un monde toujours plus raciste et sexiste* (juillet 2017) (www.viefeminine.be/spip.php?rubrique600) ou encore avec le projet *Les fabriques de solidarité* (www.viefeminine.be/spip.php?rubrique3807)

Maud Van Braeckel ♦ étudiante BAGIC-Charleroi (2016-2018)

Projet de mémoire orale avec l'outil « récit de vie »

Dans le cadre des cours d'Histoire et de Sociologie au BAGIC¹, nous avons expérimenté le « récit de vie » pour faire émerger les vécus personnels, croiser les chemins de vie de chacun.e autour d'un thème commun et mettre en lumière l'impact de l'Histoire sur sa propre histoire. Cet outil permet aussi aux narrateur.rice.s de se livrer, voire se délivrer, d'avoir une lecture différente de son trajet de vie et de prendre conscience du poids des mécanismes sociaux sur les choix de vie.

Terrain d'expérimentation : le Barlok

Le Barlok et les habitant.e.s qui participent au projet ont constitué mon lieu d'expérimentation. Situé le long du canal à Bruxelles, le Barlok est un espace alternatif de vie collective qui organise de nombreux événements culturels revendicateurs et festifs. Les résident.e.s et les bénévoles s'activent jour et nuit pour offrir au public une scène culturelle alternative à Bruxelles, à un prix libre. Situé dans une vague anticonformiste centrée sur l'humain et la construction d'une société différente, le Barlok cible des causes qui s'articulent autour de la défense des minorités : il se poste en barricade contre toute forme d'extrémisme et de radicalisation, il combat le fascisme, le racisme, le sexisme et le patriarcat. Le Barlok permet aux « marginaux » de se réunir, de traiter et de valoriser ces luttes, mais aussi de proposer des activités à contre-courant du système capitaliste et de la culture institutionnelle. Ce collectif est atypique au niveau de sa gestion autonome, de ses valeurs et de sa philosophie. Faisant preuve d'une grande tolérance envers les différences de chacun.e et sensibles aux pressions subies par les minorités, les habitant.e.s se montrent farouchement intransigeant.e.s en cas d'exclusion du lieu.

Fin 2019, les bâtiments du Barlok et ceux de l'allée du Kaai seront détruits. Il est donc d'autant plus pertinent de récolter les témoignages de ses habitant.e.s avant cette démolition.

Méthodologie utilisée

Malgré l'intérêt de recueillir des récits en groupe, nous avons opté pour un recueil individuel avec deux acteur.rice.s du projet. Ce choix a été posé collectivement suite à l'analyse du contexte, des personnalités, leur sensibilité, leur rythme et conditions de vie. La méthodologie proposée a été adaptée aux souhaits des participant.e.s. Les récits ont été enregistrés, puis retranscrits et analysés.

Le canevas comporte cinq questions autour de l'identité, avec une approche chronologique. Sans diriger l'interview, les questions permettent de relancer le récit : le.la narrateur.rice doit librement raconter son histoire. Sans en être un axe directif, ce canevas a été très utile pour guider le.la narrateur.rice, recadrer son propos, cibler l'analyse sur des éléments précis et communs qui se dégagent des témoignages personnels. Les thèmes analysés étaient : le développement personnel, la connaissance de soi et des autres, l'échange de savoirs/savoir-faire, le partage d'injustices/violences vécues, l'esprit critique, la motivation d'agir/action collective, le partage des valeurs individuelles et renforcement des valeurs communes, la place dans le groupe, la responsabilisation, l'autonomie, ...

Dans une visée collective, une séance de groupe a été proposée à ceux.celles qui souhaitaient poursuivre l'expérience et échanger leur récit de vie. Lors de cette séance, les participant.e.s se présenteront via les supports choisis et réaliseront deux lignes du temps collectives à partir de leur ligne individuelle. Sur base de cette expérimentation et en fonction de la motivation

du groupe, la création d'un projet socioculturel a alors pu être envisagée ensemble.

Autour de l'identité

Un thème commun a été choisi autour de la (dé)construction de l'identité : comment la vie en collectivité, dans un milieu culturel alternatif en autogestion impacte-t-elle la construction de l'identité ? Collectivement, un savoir s'est construit, relié à l'expérience de vie, à l'identité. Le.la narrateur.rice construit la représentation de sa vie en fonction du thème, qu'il reconstruit par le récit (jeu de relecture). Ce procédé stimule la confiance en soi : en exprimant les violences vécues, les étapes de sa vie et de son identité, et en les reliant non pas uniquement à sa personne mais aussi au contexte proche et général. La finalité est de rendre les narrateur.rice.s acteur.rice.s de leur histoire et de leur devenir. Il est donc important de faire le lien entre les histoires personnelles et la grande Histoire. Le support de ligne du temps permet cette mise en lumière du lien entre ces deux niveaux et de déceler les mécanismes sociaux qui impactent les personnes, de les analyser, et de déconstruire les déterminants sociaux. VOIR JUGER AGIR ... Le cadre méthodologique apporté par l'animateur.rice est là pour se porter garant.e de ce processus. Pour faire émerger le récit, différents outils (le totem et les lignes du temps) peuvent être utilisés.

L'identité dans un choix de vie marginale

L'analyse des deux récits de vie a permis de décrypter, d'isoler les situations insatisfaisantes ayant un impact sur la (dé)construction de l'identité et ayant mené nos narrateur.rice.s à la marginalité et au Barlok. Leurs expériences de vie les ont poussé.e.s à se marginaliser. Ce n'est pas tant elles qui se sont exclu.e.s volontairement



mais bien la société/les individus qui les ont rejeté.e.s. Ensemble, il.elle.s ont refusé de s'intégrer à un monde aussi violent et ont essayé de transformer cette exclusion en une force motrice. Se rassembler entre « exclu.e.s » permet de former un groupe, minoritaire et solidaire. Mal intégré.e.s depuis l'enfance, trimbalant le sentiment d'être inadapté.e.s au monde, les narrateur.rice.s ont été influencé.e.s par de nombreux facteurs d'exclusion : appartenance à une communauté, caractère et physique (timide, réservé, chétif), environnement familial (précarité, manque de stabilité, violence), scolarité et expériences personnelles (relation à soi-même et aux autres).

Le projet politique du gouvernement implique la culpabilisation de l'individu en ce qui concerne sa condition et la raison des violences et des injustices subies. La précarité et la marginalisation sont renforcées par cette pression politique qui culpabilise, contrôle et sanctionne les individus. Le Barlok, cadre de vie permissif et apolitique, aux règles différentes et établies par le groupe, joue un rôle d'abri sécurisé où les agressions du monde extérieur sont atténuées et les codes sociaux revisités.

Vivre en squat, en marge, collectivement, devient dès lors pour eux une nécessité financière et sociale (précarité et besoin d'appartenance à un groupe). C'est parce qu'il et elle ont été malmené.e.s,

violenté.e.s, (dés)abusé.e.s, rejeté.e.s depuis l'enfance qu'ils.elles préfèrent actuellement vivre en marge que de s'intégrer dans ce système de société. La marginalité n'est donc pas un choix à proprement parler mais l'acceptation d'une exclusion, et de son identité construite sur un modèle non conforme à celui exigé par la société : « *Depuis mon enfance, mon adolescence, je visualisais toujours du feu dans ma tête et puis il y avait tout le temps du bruit, du bruit que je subissais. Avant je rêvais de silence, maintenant c'est moi qui fais le bruit !* ».

Les situations concrètes insatisfaisantes vont conditionner la construction de l'identité des narrateur.rice.s. Tous ces « paramètres de vie » ont un rôle fondateur : ils exercent une pression, plus ou moins forte, qui crée une réaction, forgeant ainsi la construction de l'identité.

- Facteur perturbateur : le manque d'appartenance à une communauté

L'un des témoins possède trois nationalités : né aux États Unis, il a passé son enfance entre la Colombie et la France. Ses souvenirs et son récit révèlent une confusion temporelle. Depuis sa naissance, il déménage souvent, change de repères, d'école et d'environnement. Ce manque d'ancrage provoque une perturbation identitaire qui l'affecte encore aujourd'hui. C'est un peu comme si, depuis tout petit, il n'avait pas

de nationalité précise, ni de communauté à laquelle appartenir. L'ancrage géographique est essentiel durant l'enfance, car il permet de construire son identité, de se reconnaître semblable aux autres et de s'intégrer.

- Le cadre familial

Précarité : enfants, nos témoins sont rejeté.e.s par leurs camarades car il.elle.s sont issu.e.s de familles aux moyens financiers limités.

Stabilité : ambiance familiale conflictuelle, incompréhension et rejet de la part des parents, manque de soutien, jeunes parents qui ne savent pas trop comment s'y prendre dans l'éducation. Ces éléments génèrent le manque de confiance/estime de soi.

Violences (verbales, physiques, psychologiques) : tou.te.s ont eu des parents qui ont eu des comportements très violents.

- Agressions et traumatismes personnels

Lorsqu'on est témoin/victime de la méchanceté et la violence, on a des difficultés à s'ouvrir aux autres, s'intégrer et poser un regard bienveillant sur ce système qui conditionne les êtres humains.

L'homosexualité du père de A. lui a valu d'être rejetée, d'essuyer moqueries et sarcasmes. Le passage à tabac de son père lors d'une soirée du Nouvel An reste pour elle un traumatisme. Ce sont surtout les réactions agressives d'individus face à cette homosexualité qui l'ont choquée.

P. a subi de nombreuses agressions physiques et verbales, humiliations diverses de la part de ses camarades de classe, puis d'opposant.e.s à ses revendications et actions anarchistes (mais aussi de la part des forces de l'ordre).

- Personnalité et physique

Les témoins se sont senti.e.s rejeté.e.s à cause de leur différence physique. Les souffrances liées à ces exclusions entravent le développement de la confiance en soi, renforcent leur refus de s'intégrer à une société dont les individus se jugent, s'acceptent ou se rejettent, en fonction de critères physiques. Tou.te.s les deux sont devenu.e.s très tolérant.e.s quant à la différence d'autrui, refusant les stéréotypes et les préjugés, ne jugeant pas en fonction de l'apparence.

- La scolarité

Non intégrés au groupe, leur parcours scolaire fut difficile. Il et elle possèdent des capacités qui auraient pu les mener à faire des études et exercer une profession, mais les

obstacles rencontrés lors de leur scolarité (rejetés par leurs camarades, mal compris par les enseignant.e.s, peu soutenu.e.s dans leur choix par la famille, ...) vont les amener à quitter le système d'éducation traditionnel et exercer aujourd'hui un travail bénévole non contractuel. Ce travail leur a permis d'être actif.ve.s dans une activité de transformation sociale et d'étendre leur réseau en dehors du « cercle familial ».

Processus de passage de l'individuel vers le collectif et le politique

L'Éducation permanente se juge sur le processus et non sur le résultat. Partant de leurs expériences personnelles (douloureuses) et de leur volonté de ne plus faire face seul.e,

un groupe d'individus partageant des valeurs communes s'est constitué dans la marge pour se soutenir, avec l'objectif de (ré)agir collectivement : « *Quand tu rencontres des gens qui sont aussi exclus que toi, marginaux, ... ça devient une famille* ». Conscient.e.s des violences subies par chacun.e (passées ou présentes), il.elle.s ont décidé d'utiliser des moyens d'actions collectifs. La construction de leur identité est en relation directe avec celle du groupe. Il.elle.s affirment leurs positions et sont protégé.e.s par le groupe en cas d'agression extérieure. Le sentiment d'appartenance au groupe et de sécurité qui leur a manqué durant des années est présent au sein du collectif. Ici, leur différence n'est plus une cause de rejet par autrui mais une

raison de se battre ensemble pour une plus grande tolérance à une échelle sociétale. Le collectif permet de mieux s'accepter et d'accepter les autres, tout en travaillant le vivre ensemble et le respect mutuel.

Les luttes dans lesquelles les habitant.e.s du Barlok s'inscrivent et les causes soutenues sont un moyen d'action directe et collective pour contrer le système capitaliste dont il.elle.s sont fier.ère.s d'être exclu.e.s. Les événements culturels proposés au Barlok rassemblent un public militant et sensibilisent un public non militant. ■

1. Merci aux participant.e.s pour leurs témoignages, aux formateur.rice.s Christine Machiels et Rudy Peres, ainsi qu'à Jeanine Depasse (Cefoc) pour son intervention.

EN RÉGIONS

Isabelle Paquay ♦ CIEP-MOC Luxembourg

Le Musée du capitalisme à Arlon : en route pour les alternatives

La question des alternatives au capitalisme est depuis longtemps au cœur des réflexions du Ciep Luxembourg. Il y a comme une urgence à ne pas simplement s'arrêter aux constats à propos des ravages provoqués par le capitalisme et ses corollaires que sont la surconsommation, l'obsolescence programmée, les émissions de gaz à effets de serre... Il faut aussi enclencher la réflexion et l'action sur le « *comment faire autrement* ». En 2017-2018, le projet *Agir localement pour changer globalement* avait déjà creusé ce sillon, en deux temps. En vue des élections communales d'octobre dernier, plusieurs soirées-débats avaient eu lieu dans diverses communes luxembourgeoises, pour montrer aux élu.e.s et aux citoyen.ne.s tout ce qui se fait déjà dans leurs communes en termes d'alternatives, mais aussi les amener à réfléchir à comment aller encore plus loin. Un voyage avait été organisé, notamment à Loos-en-Gohelle, « *là où le changement a lieu* »¹... La venue

du Musée du capitalisme de la mi-novembre à la mi-décembre 2018 au Palais à Arlon et s'est inscrite dans ce processus de réflexion au long court. Cet outil d'éducation permanente original a permis en premier lieu de mieux appréhender ce qu'est le capitalisme en asseyant une définition abordable pour toutes et tous et en précisant les origines, les apports et les limites du système. Il a permis en second lieu d'aborder la question de la sortie du capitalisme. Les débats à ce propos, tant au sein du Musée que lors des ciné-débats, conférences, spectacle... programmés autour du Musée, ont été nombreux et passionnés. Débats sur l'intérêt de sortir du capitalisme ou non, sur le comment en sortir, sur l'action individuelle et collective... Dès septembre 2019, le Ciep Luxembourg compte relancer ces débats et tenter d'y apporter des réponses. L'équipe réfléchit d'ores et déjà à la forme que pourront prendre les suites au Musée du capitalisme.



Retour sur un beau succès

Le Musée du capitalisme a été conçu par un groupe de jeunes citoyen.ne.s belges désireux.ses de permettre au public le plus large possible, dès 15 ans, de découvrir ce qu'est le capitalisme depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui et d'en débattre librement. Ainsi, à travers le jeu et la mise en scène d'objets du quotidien, les visiteur.euse.s ont pu aisément s'informer sur ce sujet qui semble pourtant si ardu. À Arlon, 1649 visiteurs se sont succédé au sein de l'exposition,

lors de visites guidées ou en visites individuelles, issus de divers secteurs. La moitié était constituée d'élèves, en provenance pour la plupart d'écoles secondaires, mais aussi des Hautes Écoles de la province de Luxembourg. Les groupes et les instances du MOC Luxembourg représentent un quart des visiteurs et les groupes en formation au sein des Centres d'insertion socio-professionnelle un peu moins d'un dixième. Enfin, 320 visiteurs ont parcouru librement l'exposition les samedis et dimanches. Les conférences, ciné-débats, pièce de théâtre... à Arlon, mais aussi à Habay-la-Neuve, Bastogne, Virton, Aubange... ont eux aussi rencontré un beau succès. Près de 825 personnes sont venues écouter Jean-Baptiste Malet, Renaud Duterme, Serge Latouche, Edgar Szoc... qui ont permis de compléter et d'approfondir certains aspects abordés dans le Musée du capitalisme.

La machine capitaliste : le profit, toujours le profit

Au fil des quatre salles, le Musée du capitalisme permet de se rendre compte de la machine capitaliste. À la suite de la Révolution industrielle, puis lors des Trente Glorieuses, l'Occident connaît un enrichissement sans précédent. Le capitalisme, producteur de cette richesse, couplé aux luttes syndicales, est alors vécu comme porteur d'espoir. La classe moyenne qui émerge après la Seconde Guerre mondiale voit son confort, son bien-être, sa santé, son alimentation, son espérance de vie et ses loisirs... s'améliorer. L'économiste John Maynard Keynes (1883-1946)² avait prédit dès 1930, en pleine crise économique, que tous les besoins finiraient par être satisfaits par le capitalisme. Selon lui, celui-ci est un moment transitoire et nécessaire de l'histoire. Sa mission est d'en finir avec la lutte pour la subsistance et sa disparition est souhaitable du fait des valeurs qui le fondent, mais aussi inéluctable. À partir du moment où les besoins élémentaires seront rencontrés, le capitalisme n'aura plus lieu d'être et l'économie cessera alors de croître. Toujours selon Keynes qui croyait que le système

A noter dans mon agenda

Allier sport et solidarité avec Solidarité Mondiale

Cette année encore, l'ONG Solidarité Mondiale propose de participer aux 20km de Bruxelles en arborant fièrement les couleurs de la solidarité Nord/Sud.

Pour les coureurs, Solidarité Mondiale s'occupe de tout : inscriptions, t-shirts, gestion administrative, accueil dans un local à deux pas du Cinquantenaire... Convivialité et ambiance assurées !

Les autres avantages de soutenir Solidarité Mondiale : un accueil de qualité, des vestiaires, toilettes et douches, un dépôt sécurisé, des fruits et sandwiches. Les pré-inscriptions pour les groupes ont débuté le 11 février, un mois avant les inscriptions individuelles. Une inscription de 30 euros est demandée pour les frais d'inscription officiels et pour le soutien logistique. Par ailleurs, les participants s'engagent à récolter au minimum 25 euros de parrainages pour soutenir la campagne #vêtementsclean de Solidarité Mondiale. Intéressé.e, inscris-toi avant le 15 avril.

Inscription et infos : www.solidaritemondiale.be

« *laisserait les gens tranquilles* », nous pourrions aujourd'hui nous contenter de profiter de ce que nous possédons, tout en répartissant les revenus de manière égalitaire, en partageant le travail entre tous... Keynes a toutefois sous-estimé les besoins secondaires perpétuellement créés par le capitalisme, qui conduisent à la marchandisation du monde qui n'a cessé de s'étendre depuis l'époque de Keynes. Pour faire du profit, il faut inventer de nouveaux besoins, vendre de nouveaux produits jusqu'à breveter le vivant ou ubériser la société, jusqu'à détruire la solidarité pour la remplacer par l'économique. Certes, la croissance s'est effectivement ralentie et la satisfaction personnelle ne croît plus dans nos pays depuis les années 1970. Mais la machine capitaliste continue de tourner et la croissance d'être le crédo de nombreux États. En cas de crise comme en 2008, il faut relancer la croissance, pousser les consommateur.rice.s à se remettre à consommer. Dans ce contexte, les espoirs du capitalisme ont laissé la place à ses ravages. L'exigence d'accumulation de profits, illimitée, et le néo-libéralisme portent des coups toujours plus destructeurs à notre environnement, à notre climat, aux conditions de travail, aux producteurs de denrées alimentaires, aux pays du Sud... Elle creuse les inégalités comme jamais entre le Nord et le Sud, entre les riches toujours plus riches

et les pauvres toujours plus pauvres... La démocratie est mise à mal par la ploutocratie, le pouvoir de l'argent, la concurrence déloyale et la pensée unique.

« Il y a un millier d'alternatives »

Ce tableau très noir de la situation d'aujourd'hui a motivé les concepteur.rice.s du Musée à terminer la visite par une dernière salle consacrée aux alternatives au capitalisme, qui s'ouvre sur cette citation de Susan Georges de Attac France : « *Il y a un millier d'alternatives* », équivalente au fameux « *Il faut tuer TINA* ». Une autre voie que celles de la croissance, de la consommation et de la marchandisation est possible, même s'il s'agit d'un chemin ardu et inconnu, mais auquel chacun.e peut prendre part. D'autres avant nous, tels les socialistes, les théologiens de la libération, les altermondialistes... se sont demandé s'il est possible d'organiser une société qui se contenterait de sa prospérité sans l'augmenter. En 1930, Keynes lui-même exhortait ses descendant.e.s à ne pas oublier les valeurs humaines essentielles. Aujourd'hui, les idées fleurissent partout dans le monde. Les visiteur.euse.s du Musée ont partagé les alternatives qu'ils et elles entrevoient ou auxquelles il.elle.s participent déjà : créer des conseils consultatifs citoyens, raisonner nos achats, sortir du patriarcat, gérer les ressources collectivement,

mettre en place des initiatives locales tels des potagers collectifs, des systèmes d'échanges locaux, des monnaies locales... Le Musée lui-même a mis en évidence des alternatives qui agissent au sein du système pour en réformer certains aspects problématiques³. Parmi toutes les pistes mises en lumière par le Musée, certaines sont légales et législatives, tels la régulation financière ou le revenu maximal ; d'autres sont locales et concrètes comme les donneries, les groupes d'achat commun, les monnaies locales... Mais toutes visent à modifier au moins l'un des quatre paramètres du capitalisme et du néolibéralisme. Deux d'entre eux sont en effet des éléments constitutifs du capitalisme à proprement parler (propriété privée et profit) ; un troisième provient du libéralisme (la dérégulation du marché au profit de l'offre et de la demande) ; le dernier est l'une des conséquences les plus visibles de la course effrénée au profit (l'utilisation illimitée des ressources).

Quelques exemples de ces alternatives

Après avoir précisé que les Alternatives solidaires du MOC, élaborées en vue des élections de mai prochain, reprennent elles aussi certaines de ces alternatives au capitalisme.

- **La propriété privée**⁴: les Community Land Trusts (CLT) considèrent que le sol est un bien commun qu'il faut protéger, notamment de la spéculation. En rendant la propriété du terrain collective et la propriété des bâtiments individuelle, le CLT veut proposer des logements et d'autres espaces qui répondent aux besoins de tou.te.s, en priorité des plus vulnérables. Les CLT sont participatifs: les habitant.e.s sont inclus.e.s dans la construction des projets.

- **Le profit individualisé**⁵: alors que la richesse ne cesse de croître, elle reste concentrée dans les mains de quelques-un.e.s. La « belle » théorie du ruissellement, selon laquelle les revenus des individus les plus riches sont automatiquement réinjectés dans l'économie via la consommation ou l'investissement, ne se vérifie pas dans la réalité. Cette

théorie est notamment avancée pour défendre l'idée que la réduction des impôts des plus riches a un effet bénéfique pour l'économie... Seule une fiscalité redistributive permettra de contrer cet effet néfaste du capitalisme : la confiscation d'une partie de la richesse par une minorité. Elle suppose de taxer le capital, les plus-values, la spéculation ;

- **La (dé)régulation du marché** : au vu des nombreuses dérives du marché, l'heure n'est plus à la confiance en la fameuse « main invisible » d'Adam Smith. Les seules lois de l'offre et de la demande ne suffisent pas à coordonner toutes les décisions individuelles. L'État ou une instance internationale doivent intervenir pour éviter les dérives du marché financier ;

- **L'utilisation illimitée des ressources naturelles**⁶ : de nombreuses pistes sont possibles pour limiter l'utilisation des ressources naturelles, et pour contrer un effondrement écologique sans précédent : l'investissement dans les énergies renouvelables, la simplicité volontaire, l'agroécologie...

Quelques alternatives en province de Luxembourg

En province de Luxembourg, bon nombre d'alternatives voient le jour. En voici quelques exemples, parmi beaucoup d'autres.

- **Finance** : *L'épi lorrain*, monnaie locale et citoyenne de la Lorraine belge (www.enepisdubonsens.org/)

- **Travail** : *Terre-en-vue*, coopérative à finalité sociale qui achète des terres en Belgique pour les mettre à disposition d'agriculteur.rice.s porteur.euse.s de projets durables (<https://terre-en-vue.be>)

- **Production** : *Grainothèques de Bib*, lieux créés au sein des bibliothèques de la province, où il est possible de déposer et d'échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes.

- **Consommation** : *Réseau solidairement*, promotion et vente de produits locaux et de saison en circuits courts (www.reseausolidairement.be)

- **Vivre ensemble** : *Arlon Identity Rural Project*, projet d'un an et demi

pour faire le diagnostic, rêver d'une ville idéale et mettre en place une stratégie de réalisation, le tout basé sur la participation citoyenne (www.commonparadox.com/portfolio/arlon-identity)

- **Fonctionnement collectif** : *Gâche Warache* rassemble adultes et enfants qui partagent une vie collective sur des terres agricoles à Chiny (<http://gachewarache.be/>)

- **Culture** : *Kangou Café*, lieu de rencontre où des parents-citoyens mènent une réflexion sur le comment vivre avec nos enfants dans une société plus solidaire et durable (www.natureattitude.be/nos-projets/en-consommation-responsable)

- **Énergie** : *Vents du Sud*, coopérative citoyenne dont l'objectif est de permettre aux citoyen.ne.s d'être associé.e.s à des projets de production d'énergies renouvelables (<https://ventsdu sud.be>)

Comme le martèle notamment Olivier Bonfond⁷, différents niveaux d'actions se complètent et se renforcent. Les actions individuelles, les initiatives locales, les mouvements s'attaquant à des questions globales et plus largement encore un mouvement social et politique suffisamment fort pour obliger le monde politique à servir les intérêts des populations et non ceux des puissances économiques et financières, tous sont tout aussi importants et capables de transformer la société. Ce serait une erreur de ne privilégier qu'une seule voie ! ■

1. Jean-François RASSCHAERT, « Là où le changement a lieu... », *L'Esperluette*, n° 97, Juillet-Septembre 2018, pp. 17-19.

2. John MAYNARD KEYNES, *Lettre à nos petits-enfants*, Paris, 2017.

3. D'autres, plus radicales, sont pensées tout à fait en dehors du système (communisme, écologie radicale...).

4. Voir Alternative solidaire du MOC, n°4 : « Garantir un logement de qualité pour toutes et tous ? C'est possible ! ».

5. Voir Alternative solidaire du MOC, n°1 : « Réduire les inégalités par une fiscalité juste et solidaire ? C'est possible ! ».

6. Voir Alternative solidaire du MOC, n° 8 : « Répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en créant de l'emploi de qualité ? C'est possible ! ».

7. Olivier BONFOND, *Il faut tuer TINA. 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde*, Cuesmes, Le Cerisier, 2017.

Emploi, activation, santé mentale : l'impossible conciliation

Ce colloque organisé par le CIEP-MOC BW a pour objectif de présenter les résultats et réflexions autour d'une étude menée sur la santé mentale des demandeur.euse.s d'emploi.

Programme :

8h30 : Accueil

9h00 : *La dégressivité et le service*

obligatoire, Murielle Dejemeppe, économiste UCL

9h40 : *La santé mentale des demandeurs d'emploi*, Ginette Herman et David Bourguignon, professeurs de psychologie sociale, UCL

10h50 : Panel politique

12h00 Conclusion et perspectives

Date : jeudi 4 avril 2019 de 8h30 à 13h

Lieu : HELHa Institut Cardijn de Louvain-la-Neuve (auditoire C13)

Infos et inscription : CIEP-MOC BW

Dorothee Bouillon GSM : 0491 56 49 38

Mail : dorothee.bouillon@ciepbw.be

www.mocbw.be

Projet Y en Hainaut Picardie

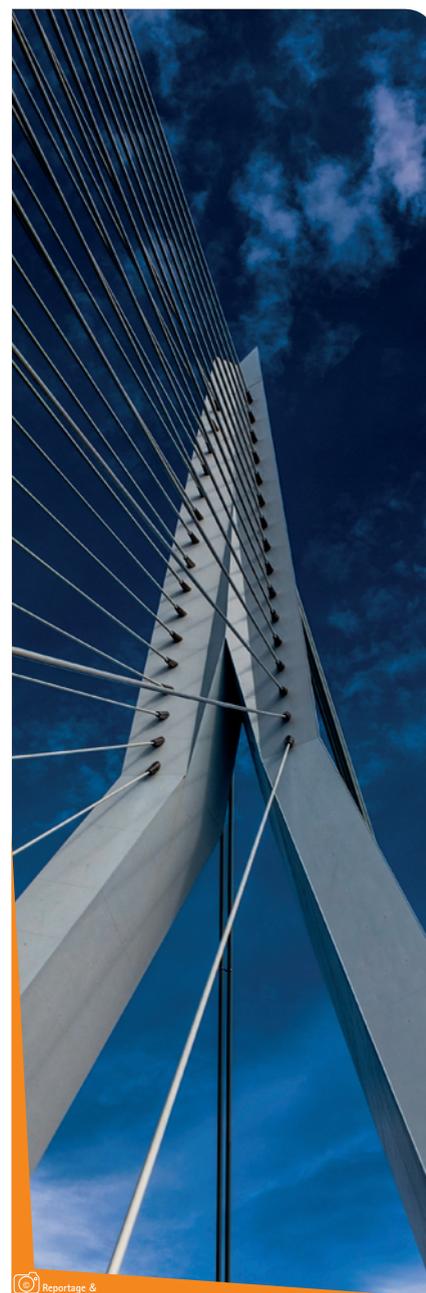
Le Projet Y est un projet de remobilisation qui vise à raccrocher les jeunes de 18 à 25 ans, disparus des radars (on ne les retrouve ni à l'emploi, ni en formation, ni à l'école), via la réalisation d'une production culturelle avec un ancrage local. L'objectif du projet est que chaque jeune puisse se réapproprier son parcours de vie. En partant de leur expérience, leurs besoins et attentes, le Projet Y se veut être un projet collectif et individuel. En effet, le but ultime est que chaque participant.e identifie un projet individuel qu'il ou elle désire mettre en place.

Pendant neuf semaines, à raison de trois demi-journées par semaine, le groupe se réunit pour diverses activités. Les ateliers citoyens permettent d'aborder des sujets qui les concernent en tant que citoyen.ne.s du monde et de leur ville. Que ce soit la gestion du stress, la migration, les médias, la mobilité ou encore les élections, nous aborderons des sujets qui les interpellent et les questionnent. Le groupe part ainsi à la rencontre de différent.e.s acteur.rice.s culturel.le.s et associatif.ve.s qui apportent un éclairage

à leurs questions individuelles. Le but étant que chaque jeune se crée un réseau dans sa ville, vers lequel il.elle peut se tourner pour différentes difficultés ou intérêts (Planning familial, maisons de jeunes, aide au logement, ...). L'accès à la culture étant un point important du projet, une partie des séances est consacrée à des visites culturelles (cinéma, expositions, théâtre,...). Enfin, le groupe s'attèle à une réalisation culturelle sur un sujet qui lui est cher. Que ce soit un projet photo, une émission radio, un pocket film ou encore un livre de revendications, les participant.e.s peuvent ainsi donner leur avis, exprimer leurs craintes, envies et besoins.

Le projet a déjà eu lieu quatre fois en Hainaut Picardie (à Tournai, Ath et Mouscron). Actuellement, un cinquième projet est lancé à Tournai et à Mouscron fin avril. ■

Pour toute information : CIEP-MOC Hainaut Picardie Géraldine Desmecht GSM : 0472/08.32.63
geraldine.desmecht@ciep-ho.be



Reportage &



Apéro-débats « Les Apéroulottes » du CIEP du BW avec la collaboration de la Ligue des droits de l'Homme et l'association Tr@me

Date : Mardi 21 mai 2019 à 20 h

Lieu : La roulotte l'Audacieuse (rue de Brabant à Perwez)

Info : CIEP-MOC BW Isabelle Somville Tél. : 067/21.89.91

GSM : 0491/564937

Mail : isabelle.somville@ciepbw.be

(Re)Politiser l'écologie, un champ de bataille !

L'idée est de nourrir la réflexion de chaque sous-thème en invitant une ou plusieurs personnes ressources (universitaires, chercheur.euse.s, activistes) dans le cadre d'une activité en deux temps :

- une conférence/rencontre en semaine et en soirée
- un atelier dynamique d'une demi-journée organisé le lendemain de cette rencontre, pour approfondir

les thèmes à travers différentes méthodes: outils d'intelligence collective, travaux en sous-groupes, ateliers pratiques.... avec l'objectif de constituer un groupe d'une vingtaine de personnes minimum qui s'engageraient à suivre l'ensemble du cycle.

Infos : Rencontre des continents Sébastien Kennes Tél. : 02/734.23.24
Mail : seb.kennes@rencontredescontinents.be - www.rencontredescontinents.be/

L'associatif, ferment de la démocratie ? Liberté, égalité, s'associer

Incontournable, vivant et foisonnant, le secteur associatif en Belgique comprend aussi bien des chorales que des épiceries sociales en passant par des centres culturels ou des clubs sportifs. Pour mener des actions bénéfiques pour

les personnes et la société, il met en place des partenariats avec les pouvoirs publics et avec le secteur privé. Nombreux sont celles et ceux qui s'investissent dans des associations, comme volontaires, comme professionnel.le.s.

Et plus nombreux encore sont celles et ceux qui bénéficient de leurs actions.

Au fil du temps, le monde associatif s'est structuré, professionnalisé. Il est de plus en plus encadré par des réglementations, des décrets et souvent financé par divers subsides.

Le prochain week-end de réflexion-formation du CEFOC se penche sur le sens de l'action associative pour prendre un temps de recul au regard des évolutions en cours, tout en explorant différentes questions avec l'apport d'acteur.rice.s de terrain, notamment *l'associatif est-il encore le creuset de la démocratie ? Est-il autorisé à aller à contre-courant, à faire preuve d'innovation sociale ? Qu'est devenue la liberté d'association, acquise de haute lutte ? Quel rôle voulons-nous et pouvons-nous jouer en tant qu'associatif ?* ■

Dates : samedi 6 avril de 9h30 à 18h30
et dimanche 7 avril 2019 de 9h à 16h
Lieu : Auberge de Jeunesse de Namur (Wépion)
PAF : prix indicatif 60 euros (repas et logement compris)
Information et inscription :
Cefoc rue Saint-Nicolas, 84 5000 Namur – Tél.: 081/23 15 22
Mail : info@cefoc.be www.cefoc.be
Facebook : <https://facebook.com/CentredeformationCardijn/>



Relire Les Cahiers du GRIF

« *Le féminisme pourquoi faire ?* », « *Hors de chez nous ?* », « *Parlez-vous française ?* » : ces quelques titres des *Cahiers du GRIF* (Groupe de recherche et d'information féministes), première revue féministe francophone européenne, semblent d'une actualité enthousiasmante et alarmante. Fruits de l'expérience collective d'un féminisme pluriel et nés au cœur de la Belgique francophone au début des années 1970, *Les Cahiers du GRIF* revendiquaient la mise en relation de voix différentes et la possibilité pour les femmes de se rencontrer, de discuter, d'écrire et d'avoir un lieu de diffusion pour leurs idées, même divergentes. Ils sont devenus un instrument incontournable du mouvement des femmes et de la recherche féministe.

Un groupe d'universitaires (UNamur, ULiège, UCLouvain, UCLille) et de militantes féministes ont mis sur pied cinq séminaires ouverts à toutes. Ce projet est guidé par la volonté de se pencher sur *Les Cahiers du GRIF* comme une pratique intellectuelle collective, mais aussi d'interroger son héritage et sa transmission. ■

La dernière séance sera consacrée à « *Beauvoir après Arendt. Les Cahiers du GRIF et Françoise Collin 50 ans après la publication du Deuxième Sexe* ».

Date : mercredi 22 mai (de 14h00 à 17h00)

Lieu : ULiège (Place du 20 Août, Bât. A1, salle de l'Horloge, 1^{er} entresol, 4000 Liège)

Une journée d'études « *Re-lire les Cahiers du GRIF. Allers et retours* » clôture le cycle de séminaires

Date : vendredi 14 juin

Lieu : Amazone (Rue du Méridien 10, 1210 Bruxelles)

Le blog de recherche du séminaire :
<https://relirecgrif.hypotheses.org>.



Dates à épinglez

FOPES, MASTER EN POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (UCL) À HORAIRE DÉCALÉ

Séances d'information à Bruxelles, Charleroi, Liège, Louvain-la-Neuve, Mons et Namur

Infos et inscription : FOPES Secrétariat
Tél. : 010/47 39 08
<https://uclouvain.be/fr/facultes/espo/fopes/seances-d-information.html>

UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE LIRE ET ÉCRIRE

10 ateliers pour les travailleur.euse.s de l'alpha

Dates : du 15 au 19 avril
Lieu : Maison Notre-Dame-du-Chant d'Oiseau (Bruxelles)
Infos et inscription : Lire et Écrire
Tél. : 02/502 72 01 Mail : cecile.bulens@lire-et-ecrire.be www.lire-et-ecrire.be/up2019

«LE NATIONALISME FLAMAND»

Conférence

Date : 25 avril de 19h30 à 21h30
Lieu : Mutualité chrétienne, rue P. Thomas, 10 à Bastogne
Infos : CIEP-MOC Lux Isabelle Paquay
Tél. : 063/21 87 38
Mail : i.paquay@mocluxembourg.be

TABLE-RONDE POLITIQUE EN VUE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

En collaboration avec le MOC, la Colupa et la FGTB

Date : 25 avril de 19h30 à 21h30
Lieu : Petit Théâtre de la Maison de la Culture d'Arlon -
Infos : CIEP-MOC Lux Philippe Jungers
Tél. : 063/21 87 33
Mail : p.jungers@mocluxembourg.be

UN TOIT POUR TOI... UN TOIT POUR TOUS !

Journée de réflexion organisée par le CEFOC et Vivre Ensemble Hainaut

Date : 27 avril de 9h30 à 16h30
Lieu : Maison des associations (Place Mansart, 21 à La Louvière)
Inscription et infos : CEFOC Annick Page GSM : 0473/29 23 19 Mail : annick.page@cefoc.be

NO MAN'S LAND. DESTRUCTION DE LA SÉCU, 44 ANS DE GUERRE SOCIALE EN BELGIQUE

Expo réalisée par les Jeunes FGTB, le CEPAG et ProjeuneS

Date : du 29 avril au 9 mai de 9h30 à 12h et de 13h à 17h
Lieu : Espace Wallonie de Nivelles (rue de Namur, 67)

Infos : <http://jeunes-fgtb.be/?p=3575>

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, UN ENJEU IDÉOLOGIQUE ?

Colloque organisé par le MOC Charleroi-Thuin et ses OC

Date : 30 avril de 9h30 à 16h30
Lieu : HELHa Montignies-Sur-Sambre
Infos et inscription : <https://cerso.helha.be/formation/lamenagement-du-territoire-un-enjeu-ideologique/>

MAÎTRISER LES CONCEPTS, LES OUTILS THÉORIQUES ET PÉDAGOGIQUES DE L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT

Formation pour formateur.rice.s en genre

Dates : du 20 au 24 mai, du 19 au 23 août et du 18 au 22 novembre
Lieu : Bruxelles
Inscription et infos : Le Monde selon les Femmes
Tél. : 02/223 05 12 www.mondefemmes.org

ÉCOSSE, IRLANDE DU NORD, PAYS DE GALLES, ANGLETERRE...LE ROYAUME DÉSUNI ?

Conférence

Date : 23 mai de 19h30 à 21h30
Lieu : Mutualité chrétienne de Bastogne (rue P. Thomas 10)
Infos : CIEP-MOC Lux Isabelle Paquay
Tél. : 063/21 87 38
Mail : i.paquay@mocluxembourg.be

GENRE ET GESTION MANAGEMENT FÉMINISTE

Formation du Monde selon les Femmes

Date : 13 juin
Lieu : Bruxelles
Inscription et infos : Le Monde selon les Femmes Tél. : 02/223 05 12 www.mondefemmes.org

« NATIONALISMES RÉGIONAUX : UNE MENACE POUR L'EUROPE ? »

Conférence

Date : 20 juin de 19h30 à 21h30
Lieu : Mutualité chrétienne de Bastogne (rue P. Thomas 10)
Infos : CIEP-MOC Lux Isabelle Paquay
Tél. : 063/21 87 38
Mail : i.paquay@mocluxembourg.be

L'INTERSECTIONNALITÉ POUR L'ACTION L'approche genre en pratique (formation)

Date : 19, 20, 25 et 27 juin
Lieu : Bruxelles
Inscription et infos : Le Monde selon les Femmes Tél. : 02/223 05 12 www.mondefemmes.org

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068.84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Palais, 25 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



© Eric VAN TIL



© Eric VAN TIL

À LA DÉCOUVERTE D'UN INSTANT EN RUE

Le reportage proposé est le fruit du travail photographique d'Éric VAN TIL, étudiant à l'ISCO-CNE, délégué syndical et cuisinier dans une maison de repos. Ce qui motive Eric avec l'outil photographique est de capter et croquer, à travers son objectif, un regard spontané d'une personne en rue, un geste quotidien, une architecture contemporaine baignée par une lumière particulière. Tous révèlent la profondeur et le sens de son message artistique.